

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)



Après la déroute des partis de l'alternance gauche-droite

- **Les résultats de LO, du NPA et du PCF**
- **Où va le PCF ?**
- **Le NPA à la recherche d'une politique**
- **Élections en Allemagne**
- **Après les élections britanniques**
- **Vers la destitution de Trump ?**
- **Porto Rico en faillite**



Au sommaire de ce numéro

Après la déroute des partis de l'alternance gauche-droite, la nouvelle configuration politique	1
Législatives : les résultats de Lutte ouvrière, du NPA et du PCF	7
Où va le Parti communiste ?	11
Le NPA à la recherche d'une politique	17
Allemagne : entre le référendum d'Erdogan et les élections législatives	22
Après les élections britanniques du 8 juin, un gouvernement affaibli s'engage sur la voie du Brexit	29
États-Unis : vers la destitution de Trump ?	34
Porto Rico en faillite	36

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Après la déroute des partis de l'alternance gauche-droite, la nouvelle configuration politique

Le deuxième tour des élections législatives a parachevé l'œuvre de six mois d'élections successives. Il met en place une nouvelle configuration politique en lieu de cette alternance gauche-droite qui a caractérisé la démocratie bourgeoise, du moins ici en France, sous la V^e République. Le « macronisme » est né sur les décombres de ce système d'alternance et s'en est nourri.

Des deux anciens pôles de l'alternance, pas grand-chose n'a survécu.

La droite, sous sa dernière mouture, l'association LR-UDI, s'en tire moins mal que le PS, mais avec 130 députés au lieu de 225. Elle est déchirée par des antagonismes, notamment entre ceux qui sont prêts à rejoindre ceux qui se sont déjà intégrés dans la mouvance macroniste et ceux qui se veulent dans l'opposition, voire le principal groupe d'opposition, et se revendiquent des idées conservatrices et réactionnaires de la droite extrême.

La scission de feu le groupe parlementaire LR-UDI en deux groupes parlementaires annonce l'explosion de la droite.

Quant au PS, c'est l'effondrement complet. Ce parti qui, après l'élection de Hollande en 2012, a eu la majorité non seulement à l'Assemblée nationale mais aussi, grande nouveauté à l'époque, au Sénat, puis a dominé toutes les régions, à une exception près, est en voie d'extinction. Nombre de ses dignitaires ont déjà fait allégeance à Macron, les uns en s'intégrant dans le mouvement En marche! avant son élection, les autres de façon plus hypo-

crite mais assez visible pour ne pas perdre leur siège de député, En marche! n'ayant présenté personne contre eux.

Du point de vue des intérêts politiques de la bourgeoisie, le bilan de cette longue période électorale de presque une année est double.

D'un côté, les multiples rebondissements de la campagne de la présidentielle ont illustré à quel point son système politique était vermoulu. Il est inutile de reprendre ici tous les épisodes, commençant par les primaires qui dans les deux blocs ont « dégaïé » les vedettes, continuant par de multiples scandales. Un véritable jeu de chamboule-tout qui a mis au grand jour l'incapacité des grands partis de l'alternance à retrouver un minimum de crédibilité.

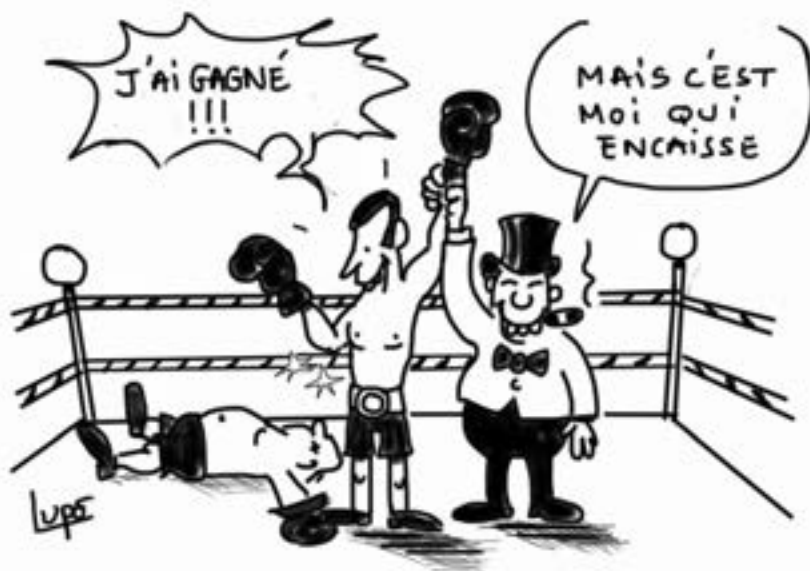
D'un autre côté, l'opération Macron a apporté à la bourgeoisie une solution de rechange. Macron a réussi à créer une nouvelle configuration politique qui a remplacé les grands partis déconsidérés de l'alternance gauche-droite en recyclant au passage un certain nombre de politiciens. Il a réussi à procurer à la bourgeoisie une équipe rafraîchie pour gé-

rer ses affaires politiques. Il incarne avec arrogance, avec son gouvernement et sa majorité parlementaire, les intérêts de la France possédante. Lui et son équipe sont des ennemis déclarés des travailleurs.

Pour le moment, la bourgeoisie a toutes les raisons d'être satisfaite de Macron. Mais pour combien de temps ?

SPARADRAP MACRONISTE SUR UNE DÉMOCRATIE BOURGEOISE GANGRENÉE

Les grands médias de la bourgeoisie, qui ont tant contribué à la fabrication du « produit » Macron, continuent à s'émerveiller devant la success story de cet homme encore jeune, pratiquement inconnu il y a trois ou quatre ans, qui a réussi en quelques mois à conquérir l'Élysée à la husarde. Mieux, dans la foulée, il a réussi à donner un coup de jeune à une caste politique défraîchie et à se concocter une majorité parlementaire qui lui permet, sur le plan institutionnel, de gouverner sans souci. Et les commentateurs de s'enthousiasmer devant le rajeunissement et la féminisation de



l'Assemblée, la « modernisation du système politique », la « profondeur du changement ». Vrai conte de fées apte à émerveiller les Macron en herbe qui se bousculent dans la mouvance de leur grand homme, avec la conviction que, comme les grognards de Napoléon, ils portent tous dans leur giberne leur bâton de maréchal.

La réalité est plus prosaïque. Si Macron était il y a peu encore inconnu du grand public, il ne l'était pas de la grande bourgeoisie. S'il ne s'est jamais frotté à la moindre élection, il a été testé, jaugé, par les milieux dirigeants d'une grande banque d'affaires puis dans les cabinets de la présidence de la République. Méconnu de l'électorat, certes, mais connu de ceux qui ont la puissance de faire ou de défaire les carrières. Il a su passer les tests qu'il fallait. Les portes des grands médias ne se sont pas ouvertes devant lui par miracle.

Derrière cet enthousiasme pour la fulgurante carrière de Macron pointe cependant l'inquiétude. Dans la bouche des commentateurs, elle prend la forme de questionnements sur les aspects les plus anecdotiques par rapport au fonctionnement du Parlement, comme sur l'inexpérience de la nouvelle garde macroniste, son ca-

ractère hétérogène, le manque de responsables compétents pour les encadrer.

Incontestablement, la personnalité de Macron, la politique sans saveur et sans odeur qu'il prétend incarner avec la formule « ni de gauche ni de droite », qui lui ont été si précieuses pour conquérir le pouvoir présidentiel, ne représentent pas forcément un atout pour exercer ce pouvoir. Laissons les politologues distingués gloser sur la question : c'est leur gagne-pain !

Mais, au-delà du reflet parlementaire de la réalité, il y a la réalité elle-même. Il y a le fait que la crise continue et que la grande bourgeoisie exigera de Macron ce qu'elle exige de toutes les équipes politiques au pouvoir : prendre toutes les mesures qu'il faut pour permettre au grand patronat et aux financiers, avec l'aide de l'État, de prélever sur les classes exploitées de quoi continuer à s'enrichir, en poussant une fraction croissante de la population vers la pauvreté ; et parvenir à le faire sans déclencher trop de vagues.

Dans un pays impérialiste comme la France, privilégié par l'histoire et par l'accumulation antérieure au détriment des peuples colonisés, qui peut se permettre le luxe de la démo-

cratie, les représentants politiques de la bourgeoisie n'ont pas trop de mal, d'ordinaire, à avoir la crédibilité pour perpétuer l'exploitation, y compris lorsqu'il s'agit de faire passer des mesures défavorables à la majorité de la population. Les partis réformistes, issus à l'origine du mouvement ouvrier, sont là pour canaliser les mécontentements vers les joutes parlementaires et entretenir un illusoire espoir de changement avec la possibilité d'une nouvelle majorité. Les appareils syndicaux sont là pour temporiser et tenter de faire rentrer la lutte des classes ou, plus précisément, celle des classes exploitées, dans le cadre de négociations entre partenaires sociaux. La démocratie parlementaire bourgeoise peut ronronner lorsque l'économie tourne à peu près rond. En période de crise, cela tient de la quadrature du cercle. L'opposition entre les intérêts des exploités et ceux des exploités apparaît plus crûment.

C'est cela qui a démolé le Parti socialiste au gouvernement sous Hollande. C'est cela qui a usé l'ancien système d'alternance. Cela usera encore plus vite le nouveau système mis en place par Macron.

Par ailleurs, le décorum démocratique ne peut fonctionner avec toute l'efficacité que la bourgeoisie demande à ses institutions politiques qu'à condition qu'il y ait une opposition assez crédible pour contribuer à accréditer l'illusion que la politique se fait dans le cadre de ces institutions et que l'Assemblée nationale peut devenir un contre-pouvoir par rapport au président de la République. Une opposition parlementaire trop minoritaire ou trop jugulée n'est pas à même d'entretenir l'illusion qu'elle constitue un contrepoids à l'exécutif et, par là même, de canaliser et d'atténuer les mécontentements en les transformant en palabres

parlementaires. Il y a le risque, pour la bourgeoisie, que l'opposition s'exprime ailleurs, dans la rue, dans les quartiers populaires, dans les entreprises.

La période qui s'ouvre sera inévitablement une période d'instabilité politique. Elle n'est due ni à l'inexpérience de la majorité autour de Macron, ni à son hétérogénéité. Elle est due à la crise, qui révèle avec plus de violence et plus de clarté l'opposition entre les intérêts de la minorité capitaliste qui détient le pouvoir et les classes exploitées.

LA « SOCIÉTÉ CIVILE » BOURGEOISE ASSOCIÉE À LA GUERRE CONTRE LES TRAVAILLEURS

La présidence Macron aura commencé par deux mesures annoncées par avance et censées indiquer l'orientation générale de sa politique.

La première, celle de la moralisation de la vie publique, est complètement bidon. Elle a été imposée par les circonstances, par tous les scandales qui ont émaillé cette période électorale. Mais les législatives qui devaient donner à Macron une majorité confortable à l'Assemblée nationale n'avaient même pas encore eu lieu que la presse se faisait l'écho des obscures magouilles immobilières de Richard Ferrand et de la suspicion d'utilisation frauduleuse d'assistants du Modem au Parlement européen. La suspicion concerne Marielle de Sarnez et, surtout, François Bayrou qui, en qualité de nouveau ministre de la Justice, était censé présenter la nouvelle loi sur la moralisation de la vie publique.

Cela tombait mal: la nouvelle équipe macroniste a démarré avec le même genre de casseroles que ses prédécesseurs. Comme renouvellement, on peut faire mieux!

Pour ce qui est de Ferrand,

Macron a réglé l'affaire en le propulsant vers la présidence du groupe parlementaire LRM, mais en s'en débarrassant en tant que ministre. Et depuis que les législatives ont assuré la majorité absolue à LRM, même sans les députés du Modem, Macron ayant moins besoin de son grand allié Bayrou, le trio des ministres du Modem, Goulard, de Sarnez et Bayrou lui-même, a été poussé vers la sortie.

Mais comment donc moraliser la vie publique?

La bourgeoisie ne serait pas opposée à avoir des serviteurs politiques qui soient aussi désintéressés qu'elle est intéressée! Mais cela lui arrive rarement. Du point de vue des classes exploitées, les petites affaires des serviteurs politiques de la bourgeoisie sont certes significatives. Mais elles pèsent bien peu par rapport au poids de l'exploitation que ces gens gèrent sur le plan politique et qu'ils contribuent à justifier.

Le projet de réforme du Code du travail est autrement plus significatif de la politique que Macron entend mener. Son contenu n'est, pour le moment, connu que par des fuites, intentionnelles ou fortuites, reprises par la presse. L'ensemble des mesures répondent aux vœux du patronat d'atténuer, voire d'annuler tout ce qui dans la législation du travail protège un tant soit peu les salariés.

Au-delà même du contenu précis de ce projet, c'est un geste en direction de la bourgeoisie pour lui montrer que le nouveau gouvernement, non seulement exaucera les quatre volontés du grand patronat, ce qui n'est pas original par rapport à ses prédécesseurs, mais qu'il l'annonce par avance et qu'il l'assume. C'est peut-être là la seule spécificité de Macron. Contrairement à Hollande, il ne s'est pas fait élire en proclamant que son ennemi est la finance, pour démontrer l'inverse une

fois au pouvoir. Macron a cherché à plaire à la seule bourgeoisie, petite, moyenne et surtout grande. Il a été élu par la bourgeoisie et a fabriqué une majorité parlementaire à l'image de cet électorat.

L'épreuve de force avec la classe ouvrière est annoncée. Seule, la classe ouvrière, par sa réaction collective, est capable de relever le gant, et certainement pas les bavardages des partis en compétition pour le rôle de principal opposant à la majorité macroniste. Ce n'est certainement pas le procès en illégitimité, intenté à Macron aussi bien par La France insoumise (LFI) de Mélenchon que par le Front national (FN), qui l'empêchera d'aller jusqu'au bout. Procès en illégitimité fondé sur le fait que les députés macronistes ont beau avoir une majorité écrasante à l'Assemblée, compte tenu du taux record des abstentions, cette majorité parlementaire représente moins d'un quart du corps électoral. Le fait est incontestable, mais l'arithmétique dissimule les réalités de classe.

L'ABSTENTION ET SA SIGNIFICATION

Le nombre des abstentionnistes a battu, lors des législatives, tous les records sous la V^e République. L'abstention, déjà un record au premier tour, 51,3 %, est passée à 57,4 % au deuxième.

Et les commentateurs de discuter de la façon d'y porter remède, les uns prônant l'instauration d'une forme de vote à la proportionnelle, pour que les électeurs d'un courant minoritaire se trouvent représentés, les autres allant jusqu'à évoquer l'idée de rendre le vote obligatoire.

C'est l'électorat populaire, les travailleurs, les chômeurs, les retraités du monde du travail, qui s'est largement tenu

à l'écart de ces élections. Dans les quartiers populaires, l'abstention a dépassé les 60%, voire 70%. Et il faut y ajouter les votes blancs et nuls, ainsi que tous ceux, dans les quartiers populaires, qui sont tellement dégoûtés des élections qui ne changent rien à leur sort qu'ils ne sont même pas inscrits sur les listes électorales.

Une comparaison entre deux villes de la région parisienne, Neuilly-sur-Seine, ville bourgeoise, d'un côté, et Aubervilliers, ville classée par l'Insee comme la plus pauvre d'Ile-de-France, est éloquent. Aubervilliers compte 80 273 habitants, Neuilly, seulement 62 075. Mais la différence sociale apparaît déjà dans les nombres respectifs d'inscrits sur les listes électorales : 27 331 à Aubervilliers, mais nettement plus à Neuilly, 37 215. La population d'Aubervilliers compte quelque 30% d'étrangers, écartés du droit de vote, auxquels s'ajoutent ceux qui ont le droit de vote mais n'ont pas l'envie de voter. Résultat : il n'y a eu au premier tour des législatives que 8 213 votes exprimés à Aubervilliers, com-

mune plus grande mais plus populaire que Neuilly, où il y en a eu 17 980 ! 10% seulement des habitants d'Aubervilliers ont participé au vote et 29%, soit trois fois plus, à Neuilly.

SUFFRAGE CENSITAIRE DE FAIT

En guise de modernisation, la V^e République, dans sa dernière version macroniste, réinvente la République bourgeoise de ses débuts, avec le suffrage censitaire. Certes, réserver le droit de vote à ceux qui disposent d'une certaine fortune n'est pas inscrit dans les lois. Mais il est inscrit dans les faits.

Cette évolution n'a pas de quoi gêner la bourgeoisie. Son pouvoir ne repose pas sur le jeu des partis, sur une démocratie de spectacle, mais sur l'argent, sur le capital.

Dans une des démocraties bourgeoises les plus anciennes, qui est aussi la plus riche, les États-Unis, l'abstention de plus de la moitié des électeurs, ce qui, ici en France, passe pour

être particulièrement élevé, est monnaie courante. La politique est affaire de bourgeois grands et petits. Les exploités n'en sont certes pas légalement écartés. Encore que les immigrés de fraîche date, qui constituent une large part des couches les plus exploitées, n'ont pas le droit de vote. Là-bas ou ici, le suffrage universel n'est nulle part vraiment universel.

Historiquement ce sont des mobilisations populaires, où la classe ouvrière a joué un rôle décisif, qui ont imposé le suffrage non censitaire, en Grande-Bretagne comme en France.

La première grande lutte du mouvement ouvrier sur le terrain politique a été le chartisme en Grande-Bretagne. Il a été une des premières expressions de l'aspiration encore confuse du mouvement ouvrier à la direction politique du pays.

La bourgeoisie aura réussi à dévoyer cette aspiration, à la transformer en électoralisme, un puissant moyen de tromper la classe ouvrière des pays impérialistes. Elle y a réussi en premier lieu en absorbant



Daguerrotype du dernier grand meeting tenu à Londres par les chartistes, en 1848.

dans son système institutionnel les partis nés du mouvement ouvrier.

La période de l'entre-deux-guerres a montré à quel point la forme démocratique de domination de la bourgeoisie, le parlementarisme, est fragile. Dans les périodes où la lutte de classe devient aigüe, la bourgeoisie se passe du décorum démocratique pour faire appel aux matraques des bandes fascistes. Et le passage du pouvoir à Pétain, voté par l'Assemblée élue en 1936, a montré avec quelle facilité la bourgeoisie peut changer de régime.

Aujourd'hui, le parlementarisme bourgeois agonise parce qu'il est usé, décrédibilisé, de moins en moins apte à susciter des illusions dans les classes exploitées. Il n'y a cependant pas à se réjouir de cette évolution qui s'exprime par le fait que les classes exploitées se détournent de la politique. Ce serait une façon purement passive de voir les choses et de faire de la résignation des exploités une vertu politique.

La boucle ne sera véritablement bouclée que lorsque, sur les ruines de la démocratie bourgeoise, la classe ouvrière aura retrouvé l'aspiration de ceux qui, il y a 150 ans, se battaient pour qu'elle intervienne dans la vie politique et postule à la direction du pays.

La presse est saisie depuis peu par un vent d'optimisme, relevant des indices qui prouveraient une reprise économique. Rien que la multiplication de ce type d'annonces depuis dix ans, c'est-à-dire depuis l'aggravation de la crise de l'économie capitaliste, en cours depuis bien plus longtemps, montre le peu de crédit que l'on peut accorder à ce type de prévisions.

La grande bourgeoisie n'a aucune raison d'atténuer les coups qu'elle porte à la classe ouvrière et, plus généralement, à toutes les catégories sociales opprimées par le grand capi-

tal. Comment les classes populaires réagiront aux coups qui leur sont portés? La réponse à cette question a infiniment plus d'importance pour l'avenir du régime de Macron que les problèmes du président de la République, aujourd'hui avec ses ministres et demain, sans doute, avec sa majorité parlementaire.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES TRAVAILLEURS?

À en juger par leurs premières réactions, les directions syndicales ne prévoient pas de prendre les initiatives qu'elles devraient face aux attaques contre la législation du travail.

Si FO a rejoint la CFDT pour montrer sa bonne volonté à l'égard du nouveau gouvernement, même la concurrence entre centrales syndicales n'encourage pas pour le moment la CGT à prendre les devants. Mais l'attitude des centrales syndicales dépendra des réactions que les mesures de la future réforme du travail provoqueront.

Ce sont également ces réactions et la colère plus ou moins virulente qu'elles provoqueront qui détermineront les problèmes que Macron aura ou pas avec l'opposition parlementaire.

Trois partis sont en rivalité pour s'affirmer principal parti d'opposition: le FN et LR maintenu, d'un côté, et LFI, de l'autre. Sur le plan parlementaire, tous les trois sont largement minoritaires. Si l'état d'esprit «il faut laisser du temps à Macron», répandu aujourd'hui même dans une partie du monde du travail, perdure, Macron n'aura aucun mal à gérer ses oppositions. Il est significatif que, si son quinquennat a commencé par une minicrise politique et par un remaniement gouvernemental, quelques jours seulement après les élections, cette crise est venue de problèmes internes à la majorité elle-même.

Il en ira différemment en cas de réactions sociales. Chacune de ces oppositions, en partie LFI et le FN, essaiera de canaliser à son profit la colère que les mesures gouvernementales déclencheront, en essayant de donner une expression politique au mécontentement. C'est la lutte de classe qui décidera de la pérennité du macronisme. La seule certitude est que la bourgeoisie mènera la sienne.

Personne ne peut prédire quelle catégorie sociale transformera en premier son mécontentement en mobilisation agissante. Le parti pris de l'une ou de l'autre de ces oppositions dépendra évidemment de la catégorie sociale mobilisée. La grogne des policiers n'aura pas le même effet que celle des agriculteurs, des camionneurs ou des patrons de start-up et à plus forte raison que celle, même purement défensive, de travailleurs menacés de licenciement. Elle ne suscitera pas la même vocation de devenir les avocats de leur cause, s'agissant de La France insoumise ou du Front national.

Et si, en cas de réactions venant de la classe ouvrière, LFI mais aussi le FN peuvent prendre des positions démagogiques pour élargir leur audience, cette démagogie aura d'étroites limites. L'une comme l'autre, chacun à sa façon, est assez responsable vis-à-vis de la bourgeoisie pour s'opposer à tout risque de généralisation susceptible de menacer, mais de menacer vraiment, les intérêts de la bourgeoisie.

C'est justement dans ce contexte qu'il est particulièrement important pour les travailleurs de prendre conscience de leurs intérêts de classe. En premier lieu, pour éviter d'être entraînés derrière d'autres catégories sociales à se battre pour des intérêts qui ne sont pas les leurs et surtout pour éviter, s'ils sont mobilisés, que leur mobilisation soit dévoyée

ou détournée vers des voies de garage.

Il est probable que sa majorité parlementaire n'évitera pas à Macron d'avoir à affronter des réactions dans la classe ouvrière, plus ou moins confuses, plus ou moins violentes. La question qui sera déterminante pour les travailleurs sera celle de la conscience de leurs intérêts de classe et leur capacité à les faire prévaloir.

Se battant contre le morcellement de la social-démocratie russe de l'époque, dans un texte intitulé *Notre tâche immédiate*, écrit en 1899 mais qui garde ô combien son actualité, Lénine affirme :

« Tous conviennent que nous devons organiser la lutte de classe du prolétariat. Mais qu'est-ce que la lutte de classe ? Lorsque les ouvriers d'une fabrique, ou d'une profession, affrontent leur ou leurs patrons, est-ce là la lutte de classe ? Non, ce n'en est encore qu'un faible

embryon. La lutte des ouvriers ne devient lutte de classe que lorsque tous les représentants d'avant-garde de l'ensemble de la classe ouvrière de tout le pays ont conscience de former une seule classe ouvrière et commencent à agir non pas contre tel ou tel patron, mais contre la classe des capitalistes tout entière et contre le gouvernement qui la soutient. C'est seulement lorsque chaque ouvrier a conscience d'être membre de la classe ouvrière dans son ensemble, lorsqu'il considère qu'en luttant quotidiennement, pour des revendications partielles, contre tels patrons et tels fonctionnaires, il se bat contre toute la bourgeoisie et tout le gouvernement, c'est alors seulement que son action devient une lutte de classe. »

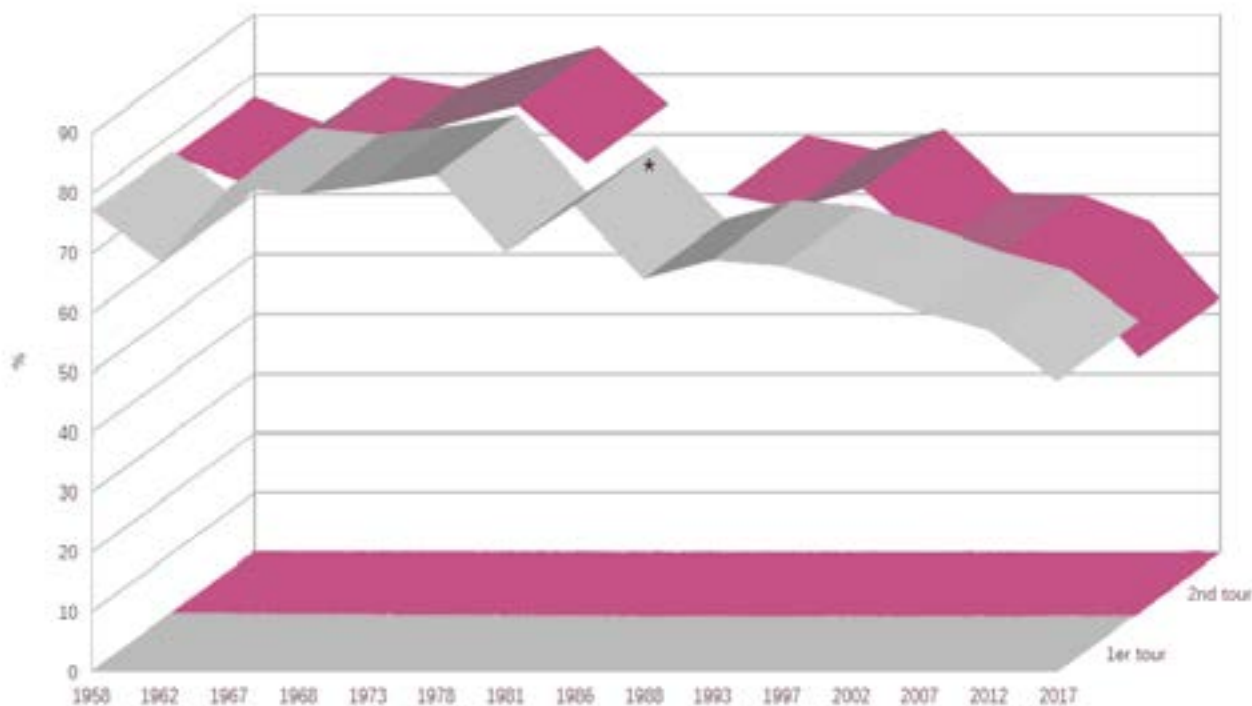
Cette conscience de classe dont parle Lénine n'est jamais suspendue en l'air. Elle doit être incarnée par un parti qui représente les intérêts politiques de la classe ouvrière. Voilà pour

quoi même la simple défense au quotidien des travailleurs pose aussitôt la question de ce parti et de sa construction.

Seul un parti que rien ne lie aux intérêts de la bourgeoisie et à ses institutions peut mener jusqu'au bout toutes les luttes des travailleurs, parce qu'il ne craint pas que la dynamique de la lutte entraîne les travailleurs mobilisés au-delà de ce qui est le point de départ de leur mobilisation. Un parti d'autant plus décidé à mener jusqu'au bout les luttes, petites et grandes, des travailleurs qu'il a pour objectif fondamental le renversement de la dictature du grand capital sur la société, l'expropriation de la grande bourgeoisie, la fin de l'économie basée sur l'exploitation et la recherche du profit privé, pour une économie basée sur la propriété collective et organisée en fonction des besoins de tous.

23 juin 2017

taux de participation aux législatives



* proportionnelle sur listes départementales à un tour



Législatives : les résultats de Lutte ouvrière, du NPA et du PCF

LES RÉSULTATS DE LUTTE OUVRIÈRE

Lutte ouvrière présentait des candidats dans 553 circonscriptions, dont 539 circonscriptions de métropole, 6 dans l'île de La Réunion, et 8 en Guadeloupe et en Martinique, où nous nous présentions en commun avec Combat ouvrier.

Nous totalisons 159 470 voix, soit 0,72 % des suffrages qui se sont exprimés dans ces 553 circonscriptions. Ces résultats sont modestes, mais en légère hausse par rapport à ceux des élections législatives de 2012, où nous avons obtenu 126 522 voix (0,50 % des suffrages exprimés dans 552 circonscriptions). Aux élections européennes de mai 2014, nous avons obtenu 213 633 voix, soit 1,14 % ; et aux régionales de décembre 2015, 320 054 voix (1,5 %) dans les 13 régions où nous nous présentions. Enfin, à l'élection présidentielle du 23 avril 2017, Nathalie Arthaud avait obtenu 232 384 voix (0,64 %). Aux législatives, l'abstention a atteint le niveau record de 51,2 % au niveau national au premier tour, et des taux encore plus élevés dans les communes et les quartiers populaires, avec plus de 70 % à Aubervilliers, Bobigny ou Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Nous obtenons au moins 1 % des voix dans 83 circonscriptions, ce qui nous donnera droit au financement public des partis. Toutes choses étant égales par ailleurs, nos candidats obtiennent leurs meilleurs résultats dans les circonscriptions les plus ouvrières du pays, en particulier dans le Nord, le Pas-de-Calais, la Seine-Maritime ou la Seine-Saint-Denis. Nous obtenons 1,74 % à Vaulx-en-Velin et 1,61 % à Vénissieux (Rhône), 2,20 % à Oissel et 2,12 % à Petit-Quevilly (Seine-Maritime), 1,85 % à Ribécourt (Oise) ou encore 2,66 % à Pantin-Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), où se présentait Nathalie Arthaud. Dans plusieurs circonscriptions de La Réunion, de Martinique et de Guadeloupe, nous dépassons les 1,5 % voire les 2 %. Nos lecteurs trouveront sur le site Internet de Lutte ouvrière le détail de nos résultats, circonscription par circonscription.

LES RÉSULTATS DE L'EXTRÊME GAUCHE ET DU PCF

Le NPA était présent dans 27 circonscriptions, contre 366 circonscriptions en 2012. Dans les autres circonscriptions, en dépit d'une consigne nationale de voter pour les candidats de Lutte ouvrière là

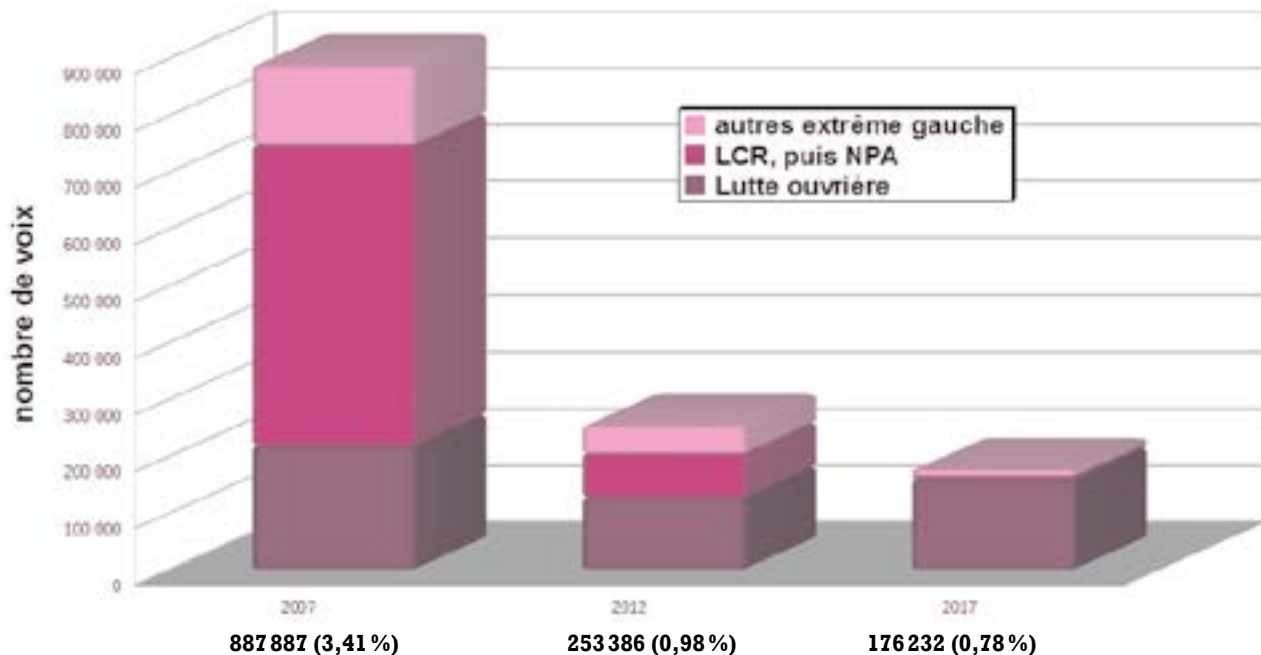
où il ne se présentait pas, les militants du NPA ont donné des consignes de vote très variables : pour le PCF, pour la France insoumise, pour Lutte ouvrière, pour « la gauche hors PS », ou encore pas de consigne de vote (voir dans ce même numéro l'article « Le NPA à la recherche d'une politique »). Le NPA, qui n'avait donc pas de campagne nationale, fait des scores modestes : il totalise 5 460 voix, soit 0,53 % dans les 27 circonscriptions où il était présent. Le POID présentait aussi 63 candidats, qui totalisent 8 382 voix (0,37 % des exprimés dans ces circonscriptions) ; tandis que le POI ne présentait aucun candidat et soutenait pour sa part la France insoumise.

Au total, le ministère de l'Intérieur a recensé quelque 650 candidats d'extrême gauche. Même si le périmètre de cette nuance politique est sujet à caution, les résultats correspondants sont une indication.

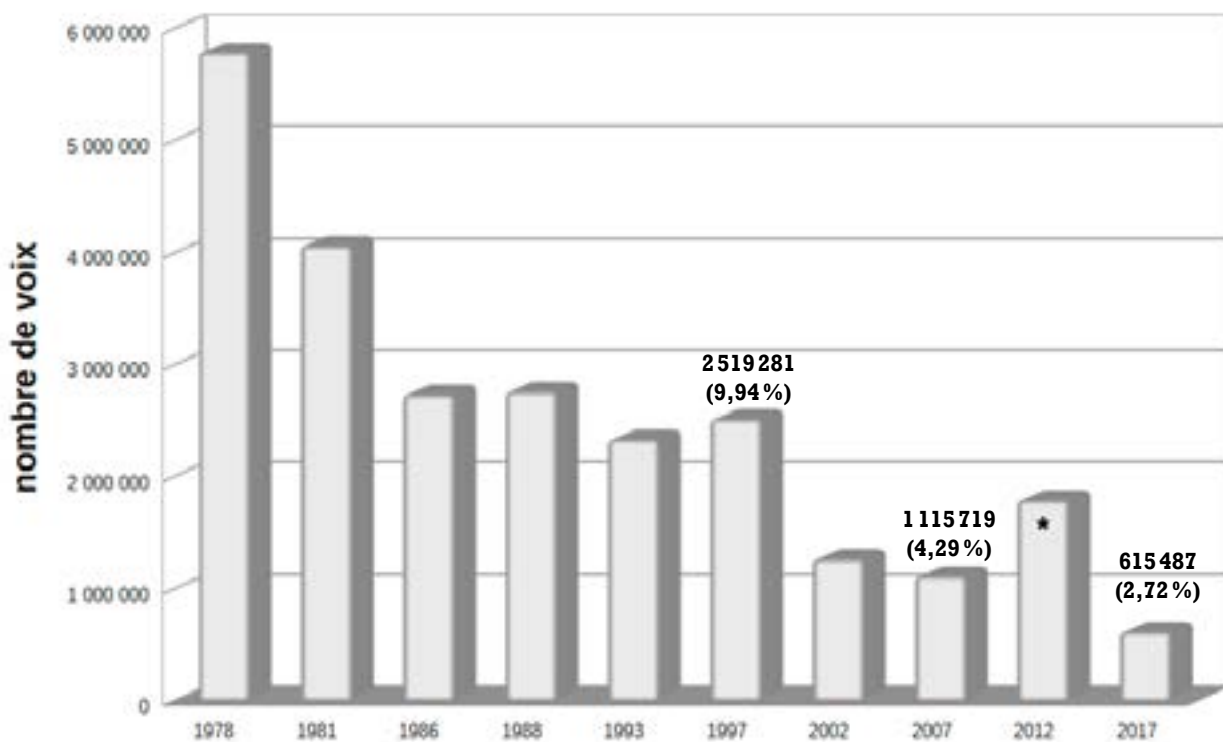
Ces chiffres montrent que, si notre courant résiste, la tendance générale est celle d'un recul de l'extrême gauche, par le nombre de candidats qu'elle présente et par le nombre de voix qu'elle recueille.

Quant au PCF, il ne totalise aux législatives de 2017 que 615 487 voix (2,72 %). Même si, grâce à quelques bastions et à

**résultats de l'extrême gauche
aux élections législatives**



**résultats du PCF
aux élections législatives**



* coalition avec le Parti de gauche

de bons reports de voix, il sauve les meubles avec onze députés, il réalise sans doute en voix le score le plus bas de son histoire à des élections législatives. Ses résultats ont pâti de la présence de la France insoumise de Mélenchon, en concurrence avec le PCF et qui réalise ses meilleurs scores dans des mairies communistes et dans des territoires où le PCF obtient traditionnellement de bons résultats. Le PCF ne peut s'en prendre qu'à lui-même, car il a soutenu l'ancien sénateur PS à deux élections présidentielles successives, en 2012 et 2017, concourant ainsi à la dynamique de la France insoumise.

La comparaison des résultats du PCF avec ceux des législatives de 2012 est difficile, car

il se présentait alors dans une alliance avec le Parti de gauche de Mélenchon, au sein du Front de gauche (1 793 192 voix, soit 6,91 %). Mais aux législatives de 2007, dans la foulée du mauvais score de Marie-George Buffet à la présidentielle (1,93 %), le PCF obtenait encore 1,15 million de voix. Et le déclin par rapport à la décennie précédente est encore plus net. Le PCF paye ainsi sa stratégie d'union avec la gauche parlementaire et, ces dernières années, de soumission à Mélenchon.

* * *

Après la candidature de Nathalie Arthaud à l'élection présidentielle, l'objectif de Lutte ouvrière était, en se présentant largement aux élections

législatives, de faire campagne pour un programme, autant que de toucher des électeurs et de mesurer une influence. Porter leurs idées auprès des classes populaires, y compris lors des échéances électorales, fait partie des tâches des révolutionnaires. Le fait d'être présent dans 553 circonscriptions était déjà, à notre échelle, une réussite. Dans une situation marquée par l'abstention des classes populaires, par le succès des candidats pro-Macron, et par le recul de l'extrême gauche et du PCF, nos résultats, s'ils sont bien sûr insuffisants, témoignent de la permanence du courant communiste révolutionnaire.

19 juin 2017



Maurice Thorez, secrétaire général du PCF de 1930 à 1964, appelant le «peuple de France» à voter pour le Front populaire et pour une «France forte, libre et heureuse».



Une fête de *L'Humanité* dans l'entre-deux-guerres.



Où va le Parti communiste ?

Avec l'effondrement électoral du Parti socialiste lors des récentes élections et sa possible disparition en tant qu'appareil politique, le PCF perd son principal allié. La chute de l'un, si elle se confirme, va-t-elle entraîner la chute de l'autre ? Le Parti communiste français, l'un des derniers partis issus du courant stalinien à ne pas avoir abandonné l'étiquette communiste en Europe, va-t-il l'arracher à son tour ? Ces questions ne sont pas anodines pour les militants communistes que nous sommes, tant le PCF a influencé la classe ouvrière et le milieu dans lequel nous militons.

À la dernière présidentielle comme à celle de 2012, le Parti communiste s'est effacé en soutenant Jean-Luc Mélenchon, cette fois après une valse-hésitation. Il est faible de dire qu'il n'a pas été payé de retour, puisque lors des législatives le mouvement France insoumise a présenté des candidats contre les siens, y compris là où le PCF disposait de députés sortants, sauf dans deux circonscriptions, celles de députés qui avaient parrainé la candidature de Mélenchon. Il faut y ajouter le soutien apporté par la France insoumise à l'ancienne secrétaire générale du PCF Marie-George Buffet, avec laquelle Mélenchon avait participé au gouvernement Jospin et qui s'était ralliée à lui depuis des mois.

Cet effacement du Parti communiste n'est pas inédit, tant ce parti se place depuis des décennies dans la perspective d'une union de la gauche présentée comme la nécessaire et incontournable condition de tout projet politique progressiste. Aujourd'hui, le PCF est même un ardent défenseur d'un front

républicain qui, au motif d'empêcher la victoire d'un candidat du Front national, consiste à faire voter au second tour pour des candidats se réclamant ouvertement du camp patronal et d'idées réactionnaires, Chirac en 2002, Xavier Bertrand et Christian Estrosi aux régionales de 2015, et enfin Macron. Cela en dit long sur le cheminement de ce parti, né en 1920 sous la poussée de la vague révolutionnaire partie de Russie en 1917.

UN PARTI QUI N'EST PLUS COMMUNISTE DEPUIS DES DÉCENNIES

En tant qu'outil d'émancipation de la classe ouvrière, l'acte de décès du PC a été enregistré au début des années 1930, avec celui de l'Internationale communiste dont il était devenu l'instrument docile. C'est la conclusion à laquelle était parvenue Trotsky en 1933, en raison de la politique menée par cette organisation face à la montée du péril nazi, qui annonçait l'anéantissement de

toutes les conquêtes et des organisations de la classe ouvrière, puis en raison de l'incapacité de ses dirigeants à comprendre, même a posteriori, l'impasse criminelle dans laquelle ils avaient engagé les travailleurs.

Et c'est en raison de cette crise historique de la direction du prolétariat que Trotsky avait proclamé la nécessité de reconstruire de nouvelles organisations communistes, révolutionnaires, internationalistes, à même de renouer avec le capital militant et avec les expériences des générations qui avaient précédé la contre-révolution politique dont Staline était le porte-parole et le principal artisan. La fondation de la IV^e Internationale en 1938 lui permit de lever ce drapeau, tandis que le monde capitaliste s'apprêtait à précipiter de nouveau l'humanité tout entière dans la barbarie.

Mais dans aucun pays le courant trotskyste n'a jusqu'à ce jour réussi à sortir de son relatif isolement et à reconstruire plus qu'un embryon de ce qui pourrait être à l'avenir un tel parti

et une telle internationale.

Comme dans plusieurs pays d'Europe occidentale, le Parti communiste est demeuré la principale force organisée dans la classe ouvrière, défendant, par sa seule existence, la perspective d'une société communiste. Mais sa dégénérescence politique n'a cessé de s'approfondir. Jadis capable de transmettre et d'entretenir une conscience et même une fierté de classe, ses militants ont ensuite porté une vision déformée de celles-ci, avant de transmettre une bonne partie des idées et les valeurs de la bourgeoisie au sein même de la classe ouvrière.

Ainsi a-t-on vu, au cours des années 1930, le PC passer d'une dénonciation sectaire et stérile de la social-démocratie, présentée comme le « frère jumeau du fascisme », à une politique dont l'objectif était de convaincre les travailleurs que leur bourgeoisie, leurs patrons, leurs généraux étaient des démocrates et leurs meilleurs alliés pour combattre ce même fascisme. Il en alla de même dans les colonies, où le PC tourna le dos aux aspirations des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Ce faisant, il sabordait toute possibilité pour le mouvement ouvrier d'Europe de s'adresser aux peuples colonisés et de s'allier à eux contre la domination impérialiste. Il préparait le terrain aux nationalistes bourgeois qui se hisseront au pouvoir dans la période suivante.

Ces revirements successifs aboutirent au milieu des années 1930 à la construction du Front populaire avec la SFIO et le Parti radical, à l'aide duquel, comme l'écrit Trotsky « *la grande bourgeoisie entretenait les espoirs de la petite bourgeoisie en une amélioration progressive et pacifique de sa situation* ». Cela fut accompagné par le vote des crédits militaires au Parlement, la célébration de Jeanne d'Arc, ou encore la substitution

du drapeau tricolore au drapeau rouge et de la *Marseillaise* à *l'Internationale*.

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, cette politique franchit un nouveau palier, avec l'intégration à la Résistance sous la direction de De Gaulle. Celui-ci avait besoin des militants ouvriers du Parti communiste pour éviter que la situation révolutionnaire que pouvait créer la guerre ne soit dommageable pour les intérêts de la grande bourgeoisie et pour son empire colonial.

De 1944 à 1947, le PC et ses ministres furent de fidèles exécutants de cette politique, relayant dans les ateliers et jusqu'au fond des mines la « bataille de la production » annoncée par son secrétaire général et ministre d'État, Maurice Thorez. Toute contestation était brisée au nom du redressement de la France, présenté comme une façon de faire pièce à l'influence et à la domination du capitalisme et des trusts américains. Dans les colonies, cela fit du PC le complice des premiers massacres de masse qui annonçaient, en Algérie, à Madagascar et en Indochine, les sales guerres de l'impérialisme français.

UN PARTI QUI A LIÉ SON SORT À CELUI DU PARTI SOCIALISTE

Cela dura jusqu'à ce que cette même bourgeoisie n'ait plus besoin du PC et, à la faveur du début de la guerre froide, le chasse du gouvernement, l'éloignant durablement de la manœuvre gouvernementale mais aussi l'isolant des autres forces politiques.

Pour rompre cet isolement, les dirigeants du PCF se tournèrent par la suite vers la SFIO et tous ceux qu'ils pouvaient présenter comme les représentants des « forces de progrès » face au camp de la réaction ou

du conservatisme. Ils ne parlaient plus de lutte de classe ou de rapports de force que pour montrer à leurs interlocuteurs qu'eux seuls pouvaient mobiliser une fraction significative de la classe ouvrière, et qu'ils étaient donc indispensables à leur propre stratégie de conquête électorale. En 1956, tandis que la guerre d'Algérie faisait déjà rage et que les tortionnaires de l'armée étaient à l'œuvre, le PC présenta le socialiste Guy Mollet comme un partisan de la paix. Puis ses députés lui votèrent les pleins pouvoirs qu'il demandait.

Après 1958, le PC présenta le pouvoir de De Gaulle comme un régime autoritaire, voire fascisant : cela devait justifier son ralliement à Mitterrand, pas encore socialiste, lors de l'élection présidentielle de 1965. Ce même Mitterrand qui, quelques années à peine plus tôt, avait été ministre de l'Intérieur, ministre des Colonies, ministre de la Justice et, à ce titre, avait été le complice de la torture, puis de l'exécution de plusieurs militants communistes en Algérie.

C'est dans cette période-là, lorsque son poids militant, le dévouement de ses militants et son crédit étaient au plus haut parmi les travailleurs, que le Parti communiste a distillé avec le plus de vigueur et de façon la plus profonde le poison du réformisme, de l'électoralisme et du nationalisme. Ses relations avec la direction de la CGT et à tous les échelons de cette organisation lui ont permis de s'en servir comme d'une courroie de transmission. Il a ainsi durablement altéré la conscience de classe et presque fait disparaître l'idée d'une transformation révolutionnaire de la société.

Au cours des événements de Mai 68, le Parti communiste démontra qu'il était en mesure de canaliser la mobilisation ouvrière vers les urnes. Mais la

droite gagna les élections.

À l'élection présidentielle de 1969, le PC réalisa toutefois quatre fois plus de voix que le socialiste Gaston Defferre. Et il capta encore bien des engagements militants de l'après 68, car il était bien souvent la seule organisation présente dans les entreprises, et parmi la jeunesse ouvrière et intellectuelle des villes de province.

C'est Mitterrand qui de nouveau allait profiter de l'union de la gauche, symbolisée par le Programme commun que le Parti communiste mettait alors en avant. Radical en apparence – Mitterrand lui-même invoquait la rupture nécessaire avec le capitalisme –, ce texte était une offre de services à la bourgeoisie pour gérer ses intérêts, tout en faisant croire aux travailleurs qu'ils pourraient améliorer durablement et sensiblement leur sort.

Le Parti communiste continua à mettre en avant les intérêts de la France et des tra-

vailleurs français, avec le « produisons français » et une démagogie antieuropéenne qui tenait lieu de leurre. Il combattit l'entrée de l'Espagne, du Portugal puis peu après de la Grèce dans le Marché commun, n'hésitant pas à soutenir tous ceux qui s'en prenaient aux camions, aux camionneurs ou aux marchandises en provenance de ces pays.

Il mania aussi la démagogie contre les travailleurs immigrés, l'un de ses élus, à Vitry-sur-Seine, faisant détruire au bulldozer l'accès à un foyer Sonacotra destiné à accueillir 300 Maliens. Son secrétaire général, Georges Marchais, expliquait que la France ne pouvait pas accueillir davantage d'immigrés et même qu'il fallait arrêter l'immigration. Cette politique a eu des conséquences dramatiques à long terme : elle créait les conditions politiques à la poussée des idées portées par le Front national.

Dans le même temps, au fil

des congrès, les dirigeants du Parti communiste firent voter une série de renoncements programmatiques. L'abandon de la dictature du prolétariat en 1976 fut la plus notable. Il y avait longtemps qu'ils y avaient renoncé dans les faits, mais c'était un geste pour plaire à l'électorat du Parti socialiste, avec lequel le Parti communiste était en concurrence, et pour donner un gage, symbolique, à la bourgeoisie. Cela eut comme seul effet de faciliter l'entreprise de Mitterrand, qui consistait à se servir du Parti communiste comme marchepied tout en siphonnant ses voix : pour gagner, il avait besoin d'une réserve d'électeurs sur sa gauche et seul le Parti communiste pouvait la lui fournir.

Ayant largement contribué à l'élection de Mitterrand, le PC entra au gouvernement, puis il fit avaler aux travailleurs qu'il influençait encore toutes les mesures antiouvrières prises durant trois ans. Après en être sorti, pour ne pas se couper



Les quatre ministres communistes du gouvernement Mauroy, entourant Georges Marchais après l'élection de Mitterrand en 1981.



24 avril 2017, au lendemain du premier tour de la présidentielle, le PCF continue de voir dans le vote Mélenchon « des promesses pour l'avenir », tout en appelant à voter Macron au nom de l'opposition à Le Pen.

davantage de sa base, le PC retrouva des maroquins ministériels une douzaine d'années plus tard dans le gouvernement Jospin.

Fondé il y aura bientôt un siècle pour devenir un parti de la classe ouvrière, et structuré comme tel à partir du milieu des années 1920, le Parti communiste est devenu progressivement, à l'image du Parti socialiste dont il était issu, un parti dont le centre de gravité et la colonne vertébrale sont constitués par ses élus.

LE POIDS DE L'APPAREIL ET DES ÉLUS

La spécificité du Parti communiste avait été son implan-

tation ouvrière, ses cellules d'entreprise, plusieurs parfois dans les plus grandes d'entre elles. Cette présence, doublée par l'activité de ses militants et sympathisants dans la CGT, dans les quartiers populaires, dans les associations organiquement liées ou non à lui, a permis au PCF de disposer d'un crédit et d'une influence qu'aucune organisation n'était à même de lui contester.

Sa politique, ses participations répétées à des gouvernements dans la période même où s'effondraient l'URSS et le bloc soviétique, ont progressivement sapé cette confiance et démoralisé ses militants ouvriers. Cela s'est traduit dans les urnes, le point bas de cette trajectoire descendante étant le

1,9% réalisé par Marie-George Buffet en 2007, après les 3,3% de Robert Hue en 2002. Aux élections locales, le PCF, qui disposait d'un ancrage souvent ancien, a maintenu des scores sensiblement plus élevés. En 2009, il revendiquait encore 10 000 élus locaux et 500 municipalités, dont 89 dans des villes de plus de 9 000 habitants, et 21 sénateurs.

Au fil des années, il a malgré tout continué à perdre de nombreuses mairies, souvent au profit du Parti socialiste, mais aussi plus récemment de la droite. C'est lui qui, jusqu'à ces dernières élections, avait le plus pâti de la présence de la gauche au gouvernement et de la stratégie d'union de la gauche.

Pour conserver ses derniers

élus, il est devenu toujours plus dépendant de ses alliances avec le Parti socialiste. Avec le déclin de celui-ci, nombre de ses prétendus bastions sont aujourd'hui menacés, y compris dans ce qui fut la « ceinture rouge » parisienne.

Ses élus n'en pèsent que davantage sur sa politique. Leur poids social se double d'un poids financier. Aujourd'hui, le PCF dépend à près de 46% des versements de ses élus, contre moins de 20% pour l'argent de ses cotisants, même s'il revendique encore à ce jour environ 55 000 adhérents. Une étude réalisée en 2000 indiquait que seuls 12% des membres de son conseil national étaient des ouvriers. Ce chiffre a vraisemblablement encore décliné, au profit de responsables qui ont fait toute leur carrière comme élus, à l'image de Robert Hue, qui fut le premier maire à devenir secrétaire national du PCF en 1994, et de Marie-George Buffet.

En 1979, les ouvriers représentaient encore près de la moitié de ses effectifs. Vingt ans plus tard, ils n'étaient plus que 30% environ. Le Parti communiste restait alors de loin le mieux ancré des partis de gauche dans les milieux populaires. Mais la courbe n'a cessé de baisser depuis. Ainsi, en 2013, 75% de ses adhérents disaient travailler dans le secteur public, dont un quart dans une collectivité territoriale, assez souvent dirigée par le parti lui-même.

L'ATTITUDE DU PCF DANS LES DERNIÈRES ÉLECTIONS

Cette situation explique pourquoi, dans la dernière présidentielle, le Parti communiste a hésité quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de Mélenchon d'une part et du Parti socialiste d'autre part. La préoccupation de ses dirigeants

était, dans la perspective des législatives, de ne pas rompre avec le PS, dans l'espoir de négocier un partage lui laissant espérer de sauver les sièges de députés qui pouvaient encore l'être. Le PCF se voulait le médiateur entre ces deux gauches rivales et leur entremetteur, en appelant à la reconstitution d'une « gauche plurielle », sur le modèle de l'alliance qui avait soutenu Jospin lors de son arrivée au pouvoir en 1997.

Mélenchon, n'ayant pas d'élus à perdre, n'avait pas ce problème. Mais il avait en revanche beaucoup d'ambitions sur ce terrain. Il n'hésita pas à claquer la porte sur les doigts des dirigeants et des élus du PC, en annonçant qu'il se présenterait dans toutes les circonscriptions, y compris celles où lui seraient opposés des députés du PC. C'était exiger que le PC renonce par avance à une partie de ses élus et à l'argent du financement public que déterminent les législatives.

Tout en présentant des candidats sous ses propres couleurs dans 484 circonscriptions, le PC a tout fait pour s'allier avec ceux qui pouvaient lui laisser espérer ne pas sombrer électoralement et, surtout, conserver une partie de son appareil. Cela l'a amené à se retirer ou à apporter son soutien à des candidats comme François Ruffin ou Clémentine Autain, investis par la France insoumise, mais aussi à des candidats du Parti socialiste et à des écologistes. Dans le même temps, ses candidats ont continué à se revendiquer de Mélenchon et de l'étiquette Front de gauche que la France insoumise n'entend pourtant pas lui laisser s'approprier, quitte pour cela à aller en justice. Toute honte bue, et en se posant en meilleur garant de l'unité, le PC s'est également effacé derrière la candidature de Mélenchon à Marseille.

En 2007, malgré le faible

score de Marie-George Buffet à la présidentielle, le PC avait obtenu 1,15 million de voix (4,29%) aux législatives. Cette année, avec 634 000 voix au premier tour, soit 2,8%, ses candidats ont fait les frais de l'émergence de la France insoumise, y compris là où le PC dispose encore d'élus locaux et d'une base militante. Celle-ci, comme son électorat, s'est d'ailleurs elle-même divisée dans les urnes. Au final, le PC, qui comptait 7 députés dans la précédente Assemblée, en revendique 11, tandis que Mélenchon réunira autour de lui 16 élus, ce qui lui permet de constituer son propre groupe. Selon une mécanique comparable à celle qui, avec Mitterrand, avait entraîné son effondrement à partir des années 1970, mais en partant d'une situation déjà bien affaiblie, le PC et ses militants ont servi d'appui aux seules ambitions de Mélenchon. Sa politique l'a enfermé dans une impasse dont il ne peut plus sortir et qui démoralise toujours un peu plus ses militants.

Ses derniers scores mettent en évidence les répercussions que pourraient avoir sur son existence même l'effondrement électoral du PS et son éventuel éclatement, dans la mesure où ses dirigeants vivent en symbiose avec lui depuis un demi-siècle. Il suffit de voir la rapidité avec laquelle Robert Hue, son ancien secrétaire général, et Patrick Braouezec, l'un de ses ex-notables d'une des plus importantes communes de la région parisienne, ont rejoint Macron bien avant qu'il ne gagne la présidentielle puis les législatives. Bien d'autres élus pourraient être tentés par une telle démarche, ou par une fusion avec le mouvement de Mélenchon, et quitter ses rangs. D'autres prétendront peut-être le rénover, ou en « dépasser » le cadre, à l'instar de tous ses anciens ministres et autres reconstructeurs ou

rénovateurs des années 1990-2000 dont pas un seul n'est resté au final dans ce parti dont les militants avaient pourtant fait leur carrière. Quant aux cadres, tels Jean-Jacques Karmann, André Gerin, Maxime Gremetz ou Michèle Picard, qui contestent la ligne de la direction incarnée aujourd'hui par Pierre Laurent, en invoquant l'identité communiste du parti, ils ne proposent que le retour à la politique qui a entraîné le déclin du PC, et surtout l'avilissement des idées communistes elles-mêmes.

RECONSTRUIRE
UN AUTHENTIQUE
PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE

Un authentique parti communiste manque cruellement à la classe ouvrière.

Ce parti devra renouer avec le meilleur de ce que le mouvement ouvrier et le jeune Parti communiste ont produit par le passé, de convictions, de dévouement, de qualités humaines, d'engagement, d'expériences.

Porter cet idéal n'est possible qu'en se débarrassant du poison qu'ont constitué au sein de la classe ouvrière le stalinisme, le nationalisme et le réformisme. C'est-à-dire en rompant avec tout ce qui constitue la politique même du Parti communiste depuis des décennies.

Si le courant trotskyste est peu influent, il est bien vivant. Il a survécu à bien des modes qui ont emporté tous ceux qui y ont cédé, à l'instar de la quasi-totalité des courants apparus au fil des années 1960. Bien des partis staliniens, un peu partout en Europe, se sont dissous, comme le Parti com-



Tract du candidat du PCF dans la deuxième circonscription de l'Isère ou comment prétendre rassembler «à gauche» et se réclamer du programme et du parti de Mélenchon... alors même que celui-ci présentait un candidat contre lui.

muniste italien, dans le parlementarisme et le réformisme bourgeois le plus insipide.

Notre faiblesse ne nous permet pas d'attirer aujourd'hui tous ceux que cette société révolte et qui veulent sincèrement la renverser pour lui substituer une société fraternelle, débarrassée de l'exploitation, des frontières et des guerres, c'est-à-dire une société

communiste. Mais c'est sur la base du programme communiste et du capital politique dont le mouvement trotskyste représente la continuité, celui de Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine, que pourra se reconstruire le futur parti communiste à même d'atteindre ce but.

20 juin 2017



Le NPA à la recherche d'une politique

Le choix de l'attitude et de la ligne politique du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) à l'occasion des élections législatives a suscité des discussions en son sein. Elles ont été rendues publiques par les positions contradictoires prises par les différents comités locaux du NPA et par des tribunes publiées dans *L'Anticapitaliste*. L'un des objets de ces désaccords étant les relations avec Lutte ouvrière, nous revenons dans cet article sur ce qui distingue LO et le NPA, dans leurs perspectives politiques générales comme dans l'appréciation des tâches des militants révolutionnaires face à la situation politique actuelle.

LE NPA ET LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Le Conseil politique national (CPN) du NPA, réuni après la présidentielle, a décidé, à 71 % des participants, de présenter des candidats du NPA aux élections législatives dans un nombre réduit de circonscriptions, en proposant à LO un accord de répartition. Le même CPN décidait à la majorité extraordinaire de... 51 %, d'appeler à voter Lutte ouvrière dans les circonscriptions où le NPA ne serait pas présent. Forte de ces décisions, une délégation du NPA rencontrait, à sa demande, une délégation de Lutte ouvrière, le 5 mai... soit dix jours avant l'ouverture du dépôt officiel des candidatures. Ce ne sont pas tant nos désaccords politiques, même s'ils sont réels, qui nous ont conduits à ne pas donner suite à cette non-proposition, que la désinvolture et le dilettantisme du NPA. Il nous demandait en substance, à la veille du dépôt et alors que nous avions annoncé depuis des mois notre intention de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions métropoli-

taines, de retirer nos candidats dans 75 circonscriptions sans nous préciser lesquelles. Une semaine plus tard, lors d'une deuxième rencontre, le NPA ne pouvait toujours pas préciser les circonscriptions où il souhaitait se présenter, arguant que ce nombre était conditionné à l'état de ses finances.

Plusieurs comités départementaux du NPA, dans la Vienne, l'Orne, le Bas-Rhin par exemple, se sont exprimés dans la presse régionale, parfois avant même la rencontre du 5 mai, pour regretter « *l'extrême division de la gauche* » et en tirer la conclusion que « *se maintenir ne serait pas à la hauteur de la situation politique* », « *déroulerait le tapis rouge au Front national* » et « *ajouterait de la division à la division*¹ ». Loin d'appeler à voter pour les candidats de Lutte ouvrière, ces comités appelaient les électeurs de Philippe Poutou à « *se tourner vers la candidature de leur choix à la gauche du PS. [...] Ils peuvent également faire le choix de ne*

pas se déplacer ou de voter blanc face au triste spectacle offert par la gauche. » Autrement dit, pour ces militants, Lutte ouvrière, La France insoumise, le PCF ou les écologistes, c'était du pareil au même, sans la moindre différence politique.

Le NPA 67 a même ajouté : « *On ne tient plus à jouer la faire-valoir de cette démocratie d'apparat.* » Plutôt que de dire clairement qu'ils renonçaient à présenter des candidats faute de motivations politiques, de moyens financiers ou des deux à la fois, ces militants ont préféré théoriser leur renoncement. Si le caractère antidémocratique de ces élections est incontestable, cela n'a pas empêché le NPA de présenter des candidats à ces élections dans le passé et Philippe Poutou à la présidentielle. Depuis plus de 150 ans, les révolutionnaires ont appris à utiliser le suffrage universel, malgré ses limites, pour faire des campagnes politiques et pour envoyer des représentants des travailleurs au Parlement bourgeois.

À Gérardmer dans les Vosges, comme à Louviers dans l'Eure, les militants locaux du

¹ Extraits du communiqué du NPA de l'Orne publié dans l'édition d'Alençon de *Ouest-France*.

Élections Législatives 11 et 18 Juin 2017

L'AVENIR EN COMMUN

Christine Bourbon-Schmitt
Titulaire

Eric Defranould
Suppléant

Vos candidats France Insoumise, NPA et Collectifs Citoyens
3^{ème} circonscription des Vosges

La profession de foi de la candidature commune France insoumise et NPA dans les Vosges.

NPA n'ont pas seulement renvoyé dos à dos tous les partis « à la gauche du PS ». Avec l'unité contre Macron comme seul programme politique, ils ont présenté des candidatures communes France insoumise, PCF, Ensemble et NPA, sous l'étiquette de la France insoumise, visiblement pas gênés par le nationalisme exacerbé de Jean-Luc Mélenchon.

Finalement, le NPA n'aura présenté que 27 candidats sous son étiquette. Certains militants s'en désolent, comme ceux de la tendance Anticapitalisme et révolution, signataires d'une tribune dans *L'Anticapitaliste* accusant « les camarades mino-

ritaires au dernier CPN [d'avoir] développé une politique au CE visant à limiter au maximum le nombre de candidatures, parfois sur des régions entières ou en multipliant les obstacles techniques » (n° 387, 8 juin 2017).

Les mêmes réticences s'étaient déjà exprimées à propos de l'élection présidentielle. Si l'on en croit le compte rendu publié dans *L'Anticapitaliste* n° 368, c'est par 31 voix contre 28 et 10 abstentions que le CPN de janvier a entériné la candidature de Philippe Poutou. On fait plus enthousiaste ! Jusqu'au dernier moment, toute une partie du NPA a espéré qu'émerge « une candidature du mouvement

social », autrement dit issue de Nuit debout ou de la mobilisation contre la loi El Khomri. Mais, faute d'un tel « leader naturel », le NPA a décidé, à une courte majorité, de présenter la candidature Poutou. Cette décision tardive et ce manque d'enthousiasme expliquent largement les difficultés rencontrées pour recueillir les parrainages nécessaires, sans qu'il soit nécessaire d'invoquer une cabale du Parti socialiste ou un système verrouillé.

Ces militants ne sont pas seulement hostiles à des rapports privilégiés avec Lutte ouvrière, qu'ils qualifient, dans un texte publié dans ce même numéro de *L'Anticapitaliste*, « d'inflexion inquiétante » et « d'axe contre-productif ». Ils semblent hostiles à l'idée même de présenter des candidats autonomes du NPA pour défendre sa propre politique.

TOUT RÉINVENTER ?

Dans ce même texte, ces militants écrivent : « Nous vivons la fin d'une période, [...] un bouleversement total » et « ce que nous avons devant nous n'est rien moins que de refonder un projet politique, social, idéologique, radicalement alternatif au capitalisme dans toutes ses dimensions ordolibérale, productiviste, sécuritaire, raciste, sexiste... Cette tâche ne peut être accomplie qu'avec celles et ceux qui sont les animateurEs des mouvements sociaux, qui se battent au jour le jour avec détermination contre l'un de ces aspects néfastes. »

Si la période est nouvelle, cela rend encore plus nécessaire d'offrir aux classes populaires une boussole politique pour comprendre ce qui, dans la société comme dans son expression politique, est nouveau et ce qui ne l'est pas. Changer de projet à chaque changement de période politique, c'est se lais-

ser ballotter par les événements sans pouvoir agir sur eux. C'est déjà ce type de raisonnement qui avait présidé à la naissance du NPA en 2009, conduisant ses fondateurs à abandonner les références au trotskysme, voire au marxisme, pour ouvrir largement les portes et les fenêtres, accueillir des libertaires, des écologistes, etc., théorisant qu'un parti ne saurait être ni une avant-garde ni une boussole politique mais un vague outil. Sans avoir jamais fait le bilan politique et organisationnel de cette opération, dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle laisse, huit ans plus tard, un NPA plus faible qu'il ne l'était à sa fondation, ces militants persistent et signent. Ils en sont aujourd'hui à vouloir tout réinventer sur le terrain des idées, estimant n'avoir rien à garder ni des analyses marxistes ni des perspectives communistes.

S'il est incontestable que le capitalisme exacerbe toutes les oppressions, qu'elles soient sociales, raciales, sexistes, et engendre une multitude de crises et de dégâts environnementaux, sanitaires, migratoires, sans parler des guerres et de multiples formes de barbaries, c'est bien le capitalisme lui-même qu'il faut combattre, c'est bien la domination de la bourgeoisie sur la société qu'il faut abattre. S'il y a bien des raisons de dénoncer le harcèlement policier et la violence parfois mortelle dont sont victimes les jeunes des banlieues et des quartiers populaires, il est vital de montrer à cette jeunesse en quoi elle est maltraitée d'abord parce qu'elle est précaire, au chômage, en bref parce qu'elle fait partie de la vaste classe des exploités, et pas d'abord à cause de sa couleur de peau ou de sa religion. S'il y a de quoi être inquiet face aux effets du réchauffement climatique ou aux dégâts de l'agro-industrie, brandir la question écologique

en la détachant de la division de la société en classes, sans discuter de qui possède les moyens de production et met en œuvre les divers moyens techniques, sans mettre en avant l'expropriation des capitalistes et la question du pouvoir, est une posture apolitique qui n'offre pas le moindre levier pour régler la question. Cela revient à répéter des formules creuses et même parfois réactionnaires, comme Philippe Poutou lors de l'émission « 15 minutes pour convaincre » sur France 2, le 20 avril, qui se faisait l'apologiste de « la petite propriété paysanne » face à l'agrochimie. Comme si l'avenir de l'humanité était le retour à la petite propriété paysanne, victime depuis deux siècles de la loi du marché capitaliste, plutôt que le recensement systématique des ressources et la planification des productions agricoles, de leur distribution, dans le respect des hommes, de la nature et de la santé publique. Tous les moyens de cette planification sont en place et la question fondamentale est d'en arracher le contrôle aux Cargill et autres Louis-Dreyfus qui en ont le monopole.

QUELLE UNITÉ ET POUR QUOI FAIRE ?

Tous les militants du NPA ne sont pas aussi viscéralement hostiles à Lutte ouvrière. Une autre tribune publiée dans le même numéro de *l'Anticapitaliste* affirme que leur organisation « n'est pas à égale distance des réformistes et des révolutionnaires », ajoutant que « les révolutionnaires, au-delà de leurs divergences, peuvent faire bloc pour défendre leur camp, y compris en montrant un minimum de solidarité au moment des élections ».

Il nous est arrivé de nous présenter à des élections avec la Ligue communiste révolutionnaire, dont est issu le NPA, et même, entre 1999 et 2004, le temps d'un mandat européen, d'avoir des élus en commun. Même si le NPA a abandonné la référence au communisme, des accords électoraux restent possibles. D'ailleurs, pour contourner des systèmes électoraux antidémocratiques, les révolutionnaires ont su parfois nouer, depuis qu'existent les élections, des alliances électorales y compris avec des partis bourgeois pas du tout révolutionnaires. Encore faut-il que la situation



Jean-Luc Mélenchon et Philippe Poutou lors de la manifestation du 12 avril 2014 contre Valls et l'austérité. Cette année-là, le NPA a milité, en vain, pour des candidatures communes aux élections européennes allant du Front de gauche à Lutte ouvrière.

PHOTOQUE ROUGE

politique le rende utile, que nos deux organisations y trouvent leur compte et qu'elles fassent preuve d'un minimum de sérieux dans la préparation d'un tel accord électoral. Ce qui n'a pas été le cas pour ces élections législatives.

En réalité, la politique générale du NPA, toutes tendances confondues, reste la recherche de l'unité, non pas principalement avec Lutte ouvrière mais avec toutes les composantes de la gauche dite radicale. Ainsi l'éditorial de *l'Anticapitaliste* du 18 mai affirme-t-il: «*Il nous faut porter l'idée d'un élargissement et d'un dépassement des forces de l'extrême gauche et de la gauche radicale, mais aussi et surtout la convergence des forces inorganisées des luttes, des luttes du salariat mais aussi de celle pour l'égalité des droits et celles de nouveaux terrains comme la justice climatique.*»

La gauche radicale, sous la plume du NPA, inclut la France insoumise, le PCF, Ensemble et divers autres groupes. Interrogé le 22 mars sur LCI à propos de Mélenchon, Philippe Poutou répondait: «*C'est ce qu'on appelle la gauche radicale, la gauche antilibérale, donc évidemment il y a des points communs, mais on a aussi de gros désaccords.*» Si les mots ont un sens, élargir et dépasser la gauche radicale signifie regrouper jusqu'à la France insoumise et même au-delà, vers les survivants du PS. Interrogé le 8 juin par Laurence Ferrari sur CNews, Olivier Besancenot a d'ailleurs lancé un appel «*à la France insoumise, au Parti communiste, à Lutte ouvrière, aux organisations libertaires et peut-être même au Parti socialiste*» pour une réunion unitaire contre la loi Macron. On se retrouvera peut-être aux côtés de ces partis dans de futures mobilisations contre les attaques du gouvernement. Mais leur proposer de faire un front politique face à Macron, c'est affirmer que tous

ces partis se valent; c'est aider les politiciens qui les dirigent à rebâtir une nouvelle mouture de la gauche réformiste, au moment où les travailleurs sont en train de la rejeter parce que, au pouvoir, elle les a trahis, attaqués, écœurés.

Il n'y a pas trente-six voies: les anciens de la LCR ou du NPA qui voulaient rebâtir la «*vraie gauche*» sur des bases réformistes ont fini par rejoindre, à un moment ou à un autre, feu le Front de gauche puis la France insoumise, qui a l'ambition affichée de prendre la place du PS et du PCF. Ceux qui, au NPA, refusent cette orientation, qu'ils soient gênés par l'égoïsme de Mélenchon ou par le nationalisme et les postures protectionnistes voire xénophobes de son mouvement, cherchent aujourd'hui un nouveau raccourci pour accélérer la révolte sociale. Mais il n'existe pas de raccourci.

Au soir du deuxième tour de la présidentielle, Philippe Poutou déclarait: «*Une période de combat est devant nous, et nous devons organiser le "tous ensemble", inverser le rapport de force, construire un front pour défendre dans l'unité nos droits sociaux et démocratiques.*»

Les travailleurs ont incontestablement un gouvernement de combat en face d'eux. Mais il ne dépend ni des militants révolutionnaires ni même des confédérations syndicales, le voudraient-elles, de déclencher les luttes d'ampleur nécessaire pour «*inverser le rapport de force*».

RÉIMPLANTER LA CONSCIENCE DE CLASSE

Pour «*organiser le tous ensemble*», il faut qu'existent des luttes réelles, des luttes d'ampleur. Il ne pourra y avoir un «*front pour défendre dans l'unité nos droits*» que lorsque

des millions de travailleurs et de jeunes seront mobilisés. Et ce qui sera décisif, vital, c'est qu'à ce moment-là, les travailleurs trouvent des idées, un programme de lutte, qui correspondent aux intérêts de leur classe. Il faudra qu'ils se battent pour les objectifs communs de leur classe, qu'ils se battent par exemple pour imposer leur contrôle sur la marche des entreprises, sur les comptes et les décisions des capitalistes, et pas pour réclamer au gouvernement une politique industrielle ou des mesures protectionnistes avec des taxes à l'importation ou, pire, le rejet des travailleurs détachés. Or toutes ces idées dangereuses et réactionnaires sont actuellement défendues au sein de la classe ouvrière, et pas seulement par les partisans du Front national.

La raison d'être des militants révolutionnaires, c'est que dans la prochaine période de montée des luttes les travailleurs trouvent sur leur chemin des militants compétents, se plaçant clairement sur le terrain de la lutte de classe. Dans de telles périodes, il y a une accélération de la prise de conscience. Dans de telles périodes, la classe ouvrière fournira des militants par centaines, par milliers. Mais, pour qu'ils soient en mesure d'incarner les intérêts de leur classe, et plus généralement de toute la société, il faut qu'existent les idées, le programme qui exprime ces intérêts, qui n'est pas suspendu en l'air mais incarné par des femmes et des hommes conscients.

Notre tâche actuelle est de trouver et de former de tels militants. C'est possible à travers les luttes, petites ou grandes, défensives ou offensives, dans la résistance quotidienne à l'exploitation, dans les périodes de montée ou de reflux. C'est possible, aussi, dans les périodes électorales comme celle que

nous venons de vivre pendant toute une année.

C'était l'objectif de la campagne de Nathalie Arthaud, différente en la matière de celle de Philippe Poutou. Dans une tribune publiée le 28 avril sur le site du NPA, Isabelle Ufferte et Yvan Lemaître l'ont bien noté, même s'ils en tirent une conclusion rigoureusement inverse. Ils écrivent à propos de Philippe Poutou : « *Sa force a été d'être, sur la scène politique, l'ouvrier dans lequel des milliers d'autres salariés se sont reconnus, en rupture avec le système et ses rites, la faiblesse de Nathalie a été de tenir un discours par trop formaté, même si souvent son argumentation était plus serrée, plus structurée que celle de Philippe.* »

Pour ces militants, « trop formaté » signifie que Nathalie Arthaud a utilisé un vocabulaire de classe, des raisonnements marxistes, qu'elle a parlé d'exploitation, de bourgeoisie et qu'elle a fait référence à l'héritage et aux références du mouvement ouvrier, sans cacher nos perspectives communistes. En clair, elle a cherché à faire réfléchir les travailleurs sur les responsables de la crise, sur les voix et les moyens de combattre les capitalistes.

Quand Philippe Poutou a consacré une large part de son temps de parole à dénoncer « *les politiciens professionnels déconnectés de la vie des gens normaux* », cultivant face à eux son personnage d'ouvrier insolent, Nathalie Arthaud a voulu démasquer, derrière les politiciens qui occupent le devant de la scène, les capitalistes qui dirigent réellement la société. Sa préoccupation était d'élever le niveau de conscience des travailleurs, pas d'être une simple caisse de résonance de leurs

colères ou de leurs frustrations. La tâche des révolutionnaires n'est pas simplement d'exprimer le ressentiment de dizaines de milliers de travailleurs vis-à-vis des politiciens, mais d'en faire un point de départ pour leur permettre de comprendre les ressorts de l'exploitation. Sinon on en reste au niveau apolitique du « démagisme ».

S'ATTELER À CONSTRUIRE UN PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Malgré les échos positifs rencontrés au cours de la campagne présidentielle, aussi bien par Philippe Poutou que par Nathalie Arthaud, malgré la satisfaction, pour notre part, d'avoir pu faire entendre les intérêts politiques des travailleurs, nous avons constaté, les uns et les autres, notre faible score. Ce résultat reflète avant tout l'état de notre classe, le manque de confiance des travailleurs dans leur force collective. Il résulte des décennies où les organisations ouvrières ont méthodiquement remplacé la conscience de classe par les valeurs républicaines, la lutte de classe par le vote utile en faveur de la gauche, puis de « *barrer la route à l'extrême droite* », l'internationalisme par le nationalisme.

De ce point de vue, on peut dire, en effet, que « *nous vivons la fin d'une période* ». Le mouvement ouvrier conscient est aujourd'hui en miettes, profondément déboussolé. Tout est à reconstruire. Mais la question qui se pose est de savoir sur quelle base politique on reconstruit et comment on s'y prend.

Pour nous, la base politique c'est celle du communisme, au-

trement dit du renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie, de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, au sens large, avec toute sa variété et ses multiples statuts, seule force sociale capable de faire cette révolution, car elle existe partout sur la planète, car elle fait fonctionner toute l'économie et n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes.

Cela suppose de réintroduire les idées communistes, autrement dit la perspective d'une révolution sociale qui détruira l'État au service de la bourgeoisie ; de réintroduire la conscience de classe dans la classe ouvrière, dans les entreprises, dans les quartiers populaires, parmi la jeunesse, parmi les précaires, qu'ils soient des autoentrepreneurs ubérisés ou des intérimaires surexploités. Cela suppose de mettre en avant ce qui unit tous les exploités face à leurs exploités, et pas ce qui contribue à les diviser entre eux, leur religion, leur origine ou leur statut. Cela signifie permettre au maximum de travailleurs de comprendre qui sont leurs vrais ennemis, leurs faux amis, les responsables de la crise et du chômage, quels sont les mécanismes de l'exploitation, les tenants et les aboutissants du capitalisme.

La tâche concrète de l'heure est d'implanter ces idées dans les entreprises, dans les quartiers, dans la jeunesse populaire ou intellectuelle, de regrouper les femmes et les hommes qui se reconnaissent dans ce programme, de trouver et surtout de former des militants, pour rendre ces idées vivantes, concrètes et assurer leur transmission.

19 juin 2017



Allemagne: entre le référendum d'Erdogan et les élections législatives

En Allemagne aussi, cette année, la situation est marquée par les élections. Des élections régionales se sont déroulées dans trois Länder ce printemps, et le 24 septembre auront lieu les législatives, qui détermineront qui deviendra chancelier, ou restera chancelière. De manière un peu inattendue, une troisième campagne électorale a compté : celle autour du référendum constitutionnel turc en avril dernier. C'est d'ailleurs ce scrutin qui pour l'instant semble avoir suscité le plus d'intérêt, en tout cas parmi les travailleurs des grandes villes, provoquant interrogations et discussions parfois vives.

LES CICATRICES LAISSÉES PAR LE RÉFÉRENDUM TURC DANS LA CLASSE OUVRIÈRE D'ALLEMAGNE

1,4 million de personnes vivant en Allemagne possèdent la nationalité turque. Ce sont en majorité des ouvriers, qui pouvaient donc se prononcer pour ou contre le renforcement des pouvoirs de Recep Tayyip Erdogan. Ce dernier, qui vers la fin de la campagne n'était plus du tout certain de l'emporter, s'est appuyé toujours plus sur la population turque d'Europe. Car ses partisans y sont proportionnellement plus nombreux qu'en Turquie même. Il faut dire qu'ils sont moins directement frappés que les travailleurs de Turquie par l'aggravation brutale de la crise économique, par l'inflation, comme par la répression qui s'amplifie depuis le putsch raté des 15-16 juillet 2016.

Et pour un certain nombre de Turcs d'Europe, Erdogan continue d'incarner les progrès économiques réalisés

dans la dernière décennie, avec l'augmentation des salaires, une généralisation de l'assurance-maladie et le développement d'infrastructures. Lors de leurs retours en Turquie, ils ont pu découvrir ces dernières années des réseaux routier et autoroutier modernisés, le réseau ferroviaire, les transports en commun améliorés, l'ouverture et le prolongement de lignes de métro à Istanbul. La construction d'un certain nombre d'hôpitaux modernes pouvait également donner le sentiment d'un pays en plein changement.

C'est ainsi que certains voient en Erdogan celui qui a rendu à la Turquie sa dignité. Ils apprécient qu'il soit capable de s'opposer aux États-Unis et à l'Union européenne (UE), plutôt que de se comporter en solliciteur vis-à-vis des grandes puissances. Par son attitude, des travailleurs peuvent se sentir un peu vengés des discriminations subies en tant qu'ouvriers immigrés en Allemagne.

Le référendum en Turquie a donné lieu à une situation

étrange : les Turcs d'Allemagne devaient se prononcer sur une mesure, le renforcement des pouvoirs d'Erdogan, dont a priori ils subiraient peu les conséquences, tandis que les mêmes, quand ils ne sont pas binationaux, sont écartés des élections législatives allemandes, bien qu'ils vivent, travaillent et paient des impôts dans le pays depuis des décennies.

La campagne a été largement mise en scène par le gouvernement turc. Dès début mars, c'est presque quotidiennement qu'un ministre se rendait en Allemagne pour y tenir un meeting. Plus de trente de ces réunions étaient annoncées rien que pour mars. Le gouvernement turc semblait presque n'avoir rien de plus pressé à faire que de voyager en Allemagne.

Visiblement, le but était aussi de provoquer le gouvernement allemand. Cela devint particulièrement visible avec l'affaire Yücel, du nom de Deniz Yücel, journaliste à la double nationalité allemande et turque, incar-

céré fin février à Istanbul pour incitation à la haine et terrorisme. Ce journaliste travaille pour *Die Welt*, l'un des plus grands quotidiens allemands, aussi conservateur que *Le Figaro*. Les autorités turques refusèrent que l'Allemagne prenne contact avec lui, des ministres reprochèrent au gouvernement allemand de protéger des terroristes. Yücel est accusé d'avoir donné la parole à des représentants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Toujours dans la provocation, Erdogan et d'autres responsables gouvernementaux comparèrent les méthodes allemandes ou la chancelière elle-même avec les nazis.

Le gouvernement allemand, qui tient à l'accord avec la Turquie sur les réfugiés (cet accord odieux qui bloque nombre de migrants rêvant d'Europe dans des camps en Turquie), n'avait aucun intérêt à cette escalade et s'est montré mesuré. Mais il n'était pas question qu'Erdogan se permette trop de libertés. Sans jamais prendre d'interdiction générale de meetings pour les ministres turcs, il a interdit chaque meeting peu avant qu'il se tienne, sous des prétextes visiblement fallacieux, comme le risque d'incendie ou le manque de parkings.

Cette réaction n'est pas comparable avec celle des Pays-Bas, où le gouvernement, lui-même en campagne électorale, a essayé de gagner des voix à l'extrême droite en renvoyant du pays une ministre turque, avant de lâcher des chiens policiers contre des manifestants pro-Erdogan. Mais l'interdiction allemande de facto suffit à Erdogan pour obtenir l'effet escompté. Il put déclarer avec suffisance : « *Ces gens veulent donner des leçons de démocratie à la Turquie. Mais voyez, ce sont eux qui piétinent la liberté de parole.* »

Des travailleurs, des jeunes gens d'origine turque qui

n'avaient jusqu'alors pas d'avis sur le référendum, commencèrent à se demander : « Pourquoi nos hommes politiques n'ont-ils pas le droit de s'exprimer ? Seraient-ils des politiques de deuxième catégorie ? » ; « Pourquoi nous traite-t-on comme si nous étions mineurs ? Nous sommes capables de nous faire notre opinion ! »

Le gouvernement allemand n'a pas jugé utile d'argumenter ou d'expliquer pourquoi il empêchait les réunions publiques de ministres turcs. Si sa préoccupation avait été les populations des deux pays, il aurait pu dire par exemple que la campagne n'était déjà pas démocratique en Turquie, que là-bas tout un appareil d'État et l'ensemble des médias étaient mobilisés dans la campagne pour le oui, tandis que les tenants de l'opposition étaient intimidés, muselés, licenciés sinon jetés en prison. Et qu'il s'agissait de ne pas renforcer encore le déséquilibre.

Mais l'ensemble des partis, de la CDU (centre droit) à Die Linke (gauche dite radicale) en passant par le SPD (sociaux-démocrates) et les Verts (écologistes), tous ont justifié leur position par l'idée que le scrutin turc « *n'avait rien à faire en Allemagne* », que « *des conflits internes à la Turquie n'avaient pas à être exportés ici* ».

Rien à faire en Allemagne ? Cela ne pouvait être ressenti que comme une marque de mépris à l'égard des plus de trois millions de personnes ayant de la famille en Turquie et qui, ne serait-ce que pour cette raison, sont forcément concernées par ce qui s'y joue. Et au fond, du simple fait que le référendum a des conséquences pour des millions de travailleurs en Turquie, l'ensemble de la classe ouvrière est bel et bien concerné, et il serait juste et même important que les travailleurs, quel que soit le pays où ils vivent, s'y intéressent et en discutent. En

Allemagne, où pratiquement tout le monde a un collègue, un ami ou des voisins turcs, c'est évident. En plus, affirmer que ce débat n'a rien à faire en Allemagne signifiait faire taire les adversaires du renforcement du pouvoir, les partisans du non, ce qui au bout du compte était rendre service à Erdogan.

Un gouvernement qui ne serait pas au service de l'impérialisme allemand aurait par exemple pu proposer que les meetings de ministres turcs soient autorisés si, parallèlement, des porte-parole connus du non, comme des dirigeants du parti kurde HDP (Parti démocratique des peuples), avaient le droit et les moyens d'en organiser le même nombre, et s'ils étaient donc autorisés pour cela à quitter la Turquie. C'est bien sûr de la politique-fiction.

Un tel gouvernement aurait pu exiger la présence d'observateurs dans chacun des treize bureaux de vote d'Allemagne (tous situés à l'Ouest, voir carte), de sorte que chacun soit assuré du caractère secret du scrutin. Car les services secrets turcs ont fait savoir qu'ils espionnaient les opposants à Erdogan en Allemagne ; des enseignants furent approchés pour surveiller élèves et parents. Tout cela a engendré de l'inquiétude. En plus, une importante pression sociale régnait dans certains quartiers, et des travailleurs opposés au régime n'ont plus osé s'exprimer. D'autres avaient peur d'aller voter, pensant que l'élection n'était en réalité pas secrète et qu'un non pourrait avoir des conséquences pour leur famille en Turquie.

Cependant, et toute la campagne le montre abondamment, les Turcs d'Allemagne étaient le cadet des soucis des responsables politiques. Juste avant le référendum, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, CDU et FDP (libéraux) empêchèrent que des ressortissants de pays non membres de l'UE

RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL TURC EN ALLEMAGNE



Quelle : ZDF

Pourcentage de oui sur les treize bureaux de vote d'Allemagne (en moyenne, 63,1 %).
Mais la moitié des inscrits n'est pas allée voter.

obtiennent le droit de vote aux élections municipales. Clairement, la mesure visait en premier lieu les Turcs d'Allemagne. En effet plus d'un tiers de ceux possédant la nationalité turque vivent là, dans ce grand Land industriel. Ainsi, tout en reprochant à la population d'origine turque de se préoccuper trop des affaires intérieures turques, leur enjoignant de s'intégrer davantage à la vie politique allemande, les mêmes politiciens leur ont refusé un droit élémentaire, le droit de vote. Cela sous prétexte de ne pas accueillir de partisans d'Erdogan dans les conseils municipaux allemands ! Le résultat est assez amer, avec en Allemagne, même s'il n'y a eu que 50% de participation au vote, 63,1% de oui au renforcement des pouvoirs d'Erdogan. Et s'il n'a recueilli que 50,1% des suffrages exprimés dans la capitale, Berlin, ses scores ont été les plus élevés justement dans ce Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie en pleine campagne des régionales, avec là entre 64% (bureaux de Cologne, Münster) et près de 76% d'approbation (Essen, voir carte).

* * *

Dans la classe ouvrière, la campagne elle-même et son résultat ont conduit un temps à un certain éloignement mutuel entre les travailleurs allemands et ceux d'origine turque. Nombre de travailleurs étaient stupéfaits et choqués que leurs collègues d'origine immigrée soutiennent pareil dictateur. Et inversement, plus le ton du débat public montait, plus des collègues turcs s'enfermaient dans le mutisme, renonçant à dire leur opinion.

GLISSEMENT DES PARTIS VERS LA DROITE

Les réactionnaires, ainsi l'aile droite de la CDU-CSU (parti de la chancelière) et l'AfD (nou-

veau parti d'extrême droite), essaient de tirer profit de cette situation. Une partie de la CDU-CSU a démarré une campagne pour l'abolition de la double nationalité, disposition limitée qui n'existe que depuis 2014, sous prétexte qu'on ne peut pas être à la fois partisan de la démocratie allemande et d'Erdogan. Jusqu'ici, A. Merkel ne veut pas entendre parler de pareil retour en arrière. Cette campagne est cependant aussi l'expression du glissement général des partis vers la droite, depuis qu'en 2016 l'AfD a recueilli directement 12% à 15% des voix, et même 20% à 24% en ex-Allemagne de l'Est.

Tous les partis, y compris Die Linke, font désormais une place dans leur campagne aux thèmes sécuritaires ; tous réclament plus de moyens policiers. Tous les deux ou trois mois, le gouvernement de grande coalition sort une nouvelle loi qui dégrade les conditions d'accueil des migrants.

L'aile droite de la CDU, se démarquant encore de Merkel, essaie de garder son électorat conservateur, avec des discours sur une « culture dominante allemande » qui serait d'obédience chrétienne. Mais, comme la CDU continue de gagner les élections, tandis que Merkel garde une nette avance dans les sondages, cela calme un peu les ardeurs de cette aile droite. Car, contrairement à ce qui a été si souvent répété par des journalistes, Merkel n'a pour l'heure pas été vraiment punie pour sa politique d'accueil des réfugiés.

Actuellement ce sont plutôt les résultats de l'AfD, donc de l'extrême droite, qui reculent. L'AfD a certes passé la barre des 5% dans les trois élections régionales de ce printemps, et du coup elle obtient des élus, de même qu'elle aura probablement en septembre des députés au Bundestag, le Parlement (scrutin proportionnel

avec une barre à 5%). Mais elle recueille actuellement 5% à 8% des voix, et non plus les scores à deux chiffres de l'année passée. Notons quand même qu'au-delà de cette moyenne, elle obtient ses meilleurs scores dans des régions ouvrières, celles les plus marquées par la crise et le chômage, notamment certains endroits d'ex-Allemagne de l'Est et de la Ruhr, avec dernièrement encore entre 10% et 20% des suffrages.

Le recul relatif de l'AfD est lié à plusieurs facteurs, et d'abord la fin de la phase aiguë de ce que les médias ont appelé la crise des réfugiés. Depuis, la cote de sympathie de Merkel est remontée, notamment dans la petite bourgeoisie, moins durement touchée par la crise économique. Des événements internationaux ont également nui à l'AfD, et d'abord le Brexit, la victoire de Trump, le succès de Le Pen. Beaucoup en Allemagne, choqués, ont pensé : « Que des gens soient élus qui vont réintroduire droits de douane, repli sur soi et protectionnisme, qui vont détruire l'UE, et demain peut-être provoquer des guerres, ce n'est pas acceptable, on ne peut pas laisser les choses aller si loin. » Et en conséquence certains d'entre eux retournent voter, et choisissent alors les partis établis.

Pratiquement l'ensemble de la population rejette tant le Brexit que Trump. Parmi les dirigeants politiques, jusqu'ici aucun ne présente le protectionnisme ou la sortie de l'euro comme une issue à la crise économique ou comme un progrès pour les classes laborieuses. Au contraire, ils pointent les dangers qu'une telle politique ferait courir. Il faut dire que l'économie allemande, largement orientée vers les exportations, ne pourrait que souffrir du protectionnisme. C'est ainsi que jusqu'ici ni les principaux



Affiche de la CDU. «“Je ne me sens plus en sécurité. Pourquoi ils ne font rien?” On en a assez ! Nous votons CDU. (Parce que la Rhénanie-du-Nord-Westphalie passe avant)»

partis politiques ni les directions syndicales ne distillent trop le poison du nationalisme.

LES PARTIS GOUVERNEMENTAUX INSTRUMENTALISENT DES INQUIÉTUDES LÉGITIMES

De leur côté, les grands partis utilisent l'inquiétude créée par Trump, le Brexit et la montée de l'extrême droite en Europe pour gagner des voix. Ils appellent tous ceux qui veulent conjurer le danger d'extrême droite et empêcher l'explosion de l'Europe à voter pour la raison, à savoir... pour la CDU ou le SPD.

Pour l'instant cela fonctionne un peu, au moins dans les couches moyennes. La participation électorale augmente, après des décennies de recul. Lors des trois consultations régionales de 2017, nettement plus d'électeurs se sont déplacés, et ils l'ont fait pour donner leur voix aux partis établis, choisissant d'abord la CDU en tant que moindre mal face à l'AfD.

Le SPD, toujours pas remis de l'amertume qu'a fait naître dans la classe ouvrière la chan-

cellerie de Schröder (1999-2005), profite nettement moins de cette évolution. En début d'année son nouveau candidat, Martin Schulz, a pu faire illusion pendant quelques semaines, provoquant une certaine euphorie dans les rangs du parti : il n'était pas ex-ministre, paraissait un peu en marge et avait passé de nombreuses années au Parlement européen (dont il a été président), il n'était pas directement comptable de la politique passée du SPD. En plus, il parlait beaucoup d'égalité sociale. Début 2017, 10 000 adhérents ont rejoint le SPD en l'espace de cinq semaines, et dans les sondages le parti repassa un temps la barre des 30%.

Cela ne dura pas. Il était tellement visible qu'en réalité Schulz n'avait rien d'autre à proposer que le reste de son parti, qu'il retomba rapidement à ses 25% devenus habituels. Le SPD ne se remettra pas facilement de la désillusion créée par le gouvernement de Schröder, ce qui s'est traduit pendant des années par un large désintérêt pour la politique. Pourtant, actuellement, l'ensemble de la situation pousse des travailleurs à se

poser à nouveau des questions politiques.

QUAND DIE LINKE CONTRIBUE À NOYER LE SENTIMENT DE CLASSE

Dans un pays où, notamment suite à l'histoire tragique du 20^e siècle et au fait d'avoir assumé ce passé, le nationalisme n'est toujours pas bien admis, l'extrême droite n'a commencé à exercer une influence électorale que récemment, avec l'AfD. Il est d'autant plus lamentable de voir que, hormis l'AfD, le seul parti dont certains dirigeants, notamment la porte-parole et candidate Sarah Wagenknecht, placent le débat sur ce terrain, en évoquant la sortie de l'euro comme solution pour les peuples, soit Die Linke.

Ce parti de la gauche dite radicale a été secoué par les événements de Grèce, lorsque le gouvernement mené par Alexis Tsipras, élu pour mettre fin à l'austérité, fut mis à genoux par les institutions européennes et le FMI, et accepta de mettre en œuvre les mesures d'austérité les plus violentes.

Die Linke, qui avait fêté l'arrivée au pouvoir de Syriza, expliqua alors que le gouvernement grec avait perdu toute souveraineté, n'ayant plus même le droit de décider de sa politique salariale : les « technocrates de l'UE » avaient pris le pouvoir. Même s'il y a dans cette description une part de vérité, Die Linke cessait par-là de mettre en cause le capitalisme, l'inégalité qui lui est inhérente, y compris entre pays, pour accuser l'Europe puis sa monnaie, l'euro, de générer les inégalités. Le même raisonnement, repris pour l'Italie, l'Espagne ou la France, aboutit à dédouaner non seulement Tsipras mais même Hollande... qui aurait renoncé à ses promesses de 2012 parce qu'il y aurait été contraint par l'union monétaire!

L'échec de Syriza a perturbé des militants de Die Linke, mais le réformisme indémodable du parti le conduit à chercher une solution dans une nouvelle impasse. Poser les problèmes sur le terrain national, pousser à raisonner en termes de pays, c'est délaisser le terrain de classe, le seul à offrir une perspective. Mais justement, cherchant des solutions dans le cadre du capitalisme, Die Linke n'offre aucune perspective pour les travailleurs qui regardent de son côté.

Sa base sociale, c'est-à-dire la majorité de ses adhérents et électeurs, se trouve en Allemagne de l'Est – comme ceux de l'AfD avec qui Die Linke est là-bas en concurrence électorale directe. N'ayant pas de perspective autre qu'électorale, Die Linke subit la pression de l'AfD au point d'infléchir sa politique, de commencer à avoir des slogans régionalistes et de faire même des déclarations ambiguës sur les réfugiés, quand elle ne revendique pas plus de police. Après avoir placé le débat sur le terrain national, Die Linke contribue directement à détruire la conscience de classe.

Face à la montée des périls, notamment la montée de l'extrême droite de Trump à Le Pen, ou aux formes de division apparues dans la conscience de travailleurs piégés par des

sentiments de solidarité nationale vis-à-vis des gouvernements allemand ou turc, face aux idées protectionnistes ou de repli national, ce qui apparaît avec évidence, c'est combien il est important que, même à contre-courant, il existe des militants qui continuent à défendre l'internationalisme, qui fassent vivre cette conscience que, quelle que soit notre na-

tionalité, notre pays d'origine, notre religion ou notre couleur de peau, nous sommes un chaînon d'une même classe ouvrière, et que notre sort est intimement lié à celui des travailleurs de toutes les régions du monde. Pour qui veut réellement changer le monde, il n'y a pas d'autre perspective que l'internationalisme.

16 juin 2017



Affiche de Die Linke. « Pour un commerce équitable ! Stop au TTIP ! Contre le traité de libre-échange entre UE et États-Unis. »



Theresa May sur sa corde raide.



Le bus de campagne de Corbyn («Pour la majorité, pas pour la minorité»).



Après les élections britanniques du 8 juin, un gouvernement affaibli s'engage sur la voie du Brexit

Pour la Première ministre Theresa May, les élections anticipées du 8 juin se sont soldées par un échec cuisant. Sans doute son Parti conservateur reste-t-il le premier parti au Parlement, avec 318 sièges contre les 262 de son rival le plus proche, le Parti travailliste de Jeremy Corbyn. Néanmoins, May est très loin d'avoir obtenu pour son équipe le «raz-de-marée national» qu'elle avait demandé aux électeurs, en prévision de l'ouverture des négociations du Brexit, le 19 juin. En fait, elle n'aura réussi qu'à perdre la majorité absolue qu'elle avait au Parlement, face à un Parti travailliste qui, avec 40,1 % des suffrages, a fait son meilleur score depuis 2001.

Dans ces élections, May a donc perdu son pari, tout comme son prédécesseur, David Cameron, avait perdu le sien en organisant le référendum de juin 2016 sur le Brexit, même si May, contrairement à Cameron, a survécu à cet échec. Mais pour combien de temps ? Car, depuis le 8 juin, les appels se multiplient dans les rangs de son parti, exigeant de May qu'elle démissionne.

Le gouvernement May sort donc affaibli de ces élections. Et si le raz-de-marée que souhaitait May n'aurait pas forcément renforcé sa position dans les négociations du Brexit, contrairement à ce qu'elle prétendait, en revanche son affaiblissement politique peut limiter sa marge de manœuvre, dans ces négociations elles-mêmes, mais surtout vis-à-vis des classes laborieuses pour qui May apparaît comme un symbole incarnant la dégradation sociale qu'elles subissent et l'arrogance des classes riches, mais un symbole qui a perdu toute apparence d'invincibilité.

DE CAMERON À MAY, UN RÉGIME FRAGILISÉ

L'affaiblissement de Theresa May est la continuation de l'évolution qui avait abouti à l'échec et à la démission de David Cameron, en juin dernier. Tout comme Cameron en son temps en organisant son référendum, May avait deux objectifs principaux en provoquant les élections anticipées du 8 juin. À ceci près que, si Cameron a au moins atteint l'un de ces objectifs, May, elle, n'en a atteint aucun. En revanche, elle s'est créé de nouveaux problèmes.

Le premier de ces objectifs était d'assurer l'avenir électoral du Parti conservateur à long terme. Pour Cameron, le référendum sur le Brexit était destiné à couper l'herbe sous le pied du parti souverainiste antieuropéen UKIP, afin d'endiguer sa montée électorale aux dépens du Parti conservateur. Et on peut dire qu'en perdant son référendum, Cameron a réussi son coup sans l'avoir voulu.

Car, depuis, UKIP a vu ses voix s'écrouler.

Sur ce premier objectif, en revanche, May a raté son coup. Elle voulait éviter à son parti de payer la facture électorale du Brexit en ayant à se présenter à des élections un an après la sortie de l'UE (prévue en mars 2019). Il n'aura donc à le faire qu'en 2022. Mais d'une part, il n'est plus du tout certain que le processus du Brexit soit terminé à cette date, en particulier si la finance britannique obtient la période de transition de trois ans qu'elle réclame. D'autre part, de toute façon, c'est un Parti conservateur affaibli qui ira à cette élection, après avoir perdu sa majorité absolue le 8 juin. Or, il est assez rare qu'un gouvernement minoritaire remporte une élection après avoir gouverné seul pendant cinq ans.

Le deuxième objectif que Cameron et May ont tous les deux cherché à atteindre, chacun à sa façon, a été d'en finir avec les surenchères des fractions rivales du Parti conserva-

teur, et plus particulièrement de sa droite antieuropéenne qui avait dirigé le parti pendant huit ans jusqu'en 2005. Tous deux cherchèrent d'abord à surfer sur ces rivalités, en cooptant quelques poids lourds de cette droite dans leur équipe dirigeante. L'un comme l'autre reprirent à leur compte certains de ses thèmes, contre l'UE et les immigrés en particulier, le tout agrémenté d'une bonne dose de nationalisme.

Mais aucun gouvernement ne peut se permettre de marcher ainsi éternellement sur la corde raide. Et encore moins, dans le cas de May, dans une période qui risque d'être troublée par les contrecoups des négociations du Brexit, où elle aura besoin d'un parti discipliné face au mécontentement probable dans les classes populaires.

Cameron avait parié sur le fait que la perspective du référendum puis une victoire du vote en faveur du maintien dans l'EU, que défendaient la quasi-totalité des partis parlementaires, réduiraient au silence la droite conservatrice. Mais, au bout du compte, en perdant son pari, il ne fit qu'exacerber ses ambitions.

May, pour sa part, paria sur les sondages qui prédisaient une victoire écrasante pour son parti. Elle espérait gagner ainsi la reconnaissance des fractions de son parti, mais aussi le soutien loyal d'une nouvelle génération d'élus. Mais May a aussi perdu son pari. Non seulement elle a fait perdre leurs sièges à 25 députés en Angleterre, ce qui lui vaut l'hostilité unanime des fractions de son parti. Mais en plus, au lieu de se montrer reconnaissants et loyaux, les 12 nouveaux députés écossais que son parti a gagnés exigent un droit de regard sur les négociations du Brexit pour que l'Écosse n'y perde rien, ni les subventions régionales qu'elle touche de l'UE, ni les droits de pêche dont elle jouit en mer

du Nord. Et bien sûr, cela ne fait pas l'affaire de May qui, du coup, se retrouve contrainte à des contorsions compliquées entre les fractions de son parti.

MAY À LA RECHERCHE D'UNE MAJORITÉ

Quant aux nouveaux problèmes que May s'est créés, le plus immédiat tient au fait qu'elle ne dispose plus d'une majorité absolue au Parlement. Or, elle a absolument besoin de cette majorité dans certaines occasions : lors du discours de la Reine, où elle doit présenter son programme législatif à venir (le 21 juin) ou lors du vote du budget en avril prochain. Sans un accord formel avec un groupe parlementaire qui lui assure une majorité absolue, l'abstention d'une poignée de députés de son propre parti pourrait suffire à faire tomber son gouvernement.

Compte tenu des relations tendues qu'elle a avec les fractions de son parti, dont certaines ne cachent pas vouloir la faire tomber, May ne peut se permettre de leur offrir un tel moyen de chantage. Il lui faut donc trouver d'autres appuis. Or, hormis le Parti travailliste, le seul parti qui ne soit pas hostile au Brexit est l'archiréactionnaire Parti démocratique unioniste d'Irlande du Nord (DUP), qui compte dix députés. Même cette alliance avec le DUP pose des problèmes à May, comme le montre le fait qu'après plus d'une semaine de négociations, à la veille du vote du discours de la Reine, May n'était toujours pas arrivée à un accord,

C'est que le DUP n'a aucune raison de faire de cadeau à May, en tout cas, pas sans réelles contreparties. Si le DUP est un fervent partisan du Brexit, il a annoncé par avance qu'il exigerait le maintien de l'ouverture totale de la frontière entre l'Ir-

lande du Nord et la République d'Irlande, telle qu'elle est actuellement, ce qui implique la libre circulation des personnes comme des marchandises, sans contrôle douanier. Non pas que le DUP soit pour l'unification de l'Irlande, bien au contraire, mais sa base sociale est en partie constituée de patrons de PME dont l'existence dépend de cette liberté de circulation. Même si May est prête à faire de la frontière intra-irlandaise un cas d'exception, elle n'est pas pour autant prête à y autoriser la libre circulation des personnes, sauf à restaurer les contrôles de police entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne, ce qui imposerait rien moins qu'une révision des accords de paix en Irlande du Nord.

Et puis, il y a quand même des résistances dans les rangs des conservateurs à faire alliance avec un parti qui combat l'avortement et voue les homosexuels à l'enfer éternel, tout en soutenant les gangs paramilitaires de l'extrême droite protestante d'Irlande du Nord. Les députés conservateurs des quartiers petits-bourgeois des grandes villes se voient mal défendre une telle alliance, sans parler de certains députés de la nouvelle génération qui sont ouvertement gays, dont Ruth Davidson, la chef de file des députés conservateurs écossais.

CORBYN RAVALE LA FAÇADE DU PARTI TRAVAILLISTE

L'autre problème que May s'est créé dans ces élections anticipées constitue en même temps l'un des principaux faits politiques de ce scrutin : la remontée du Parti travailliste, qui a gagné 9,7 points par rapport au score de 30,4 % qu'il avait obtenu en 2015. Cela faisait plus d'un demi-siècle qu'on n'avait pas vu l'un des deux grands partis augmenter son score d'une élection à l'autre

dans de telles proportions!

Cette remontée est d'autant plus spectaculaire que, il n'y a pas si longtemps, la presse et la classe politique présentaient Corbyn comme un outsider utopiste, incapable de remporter une élection. D'ailleurs, en avril dernier, les sondages donnaient encore 20 % d'avance au Parti conservateur sur le Parti travailliste.

Reste à savoir ce que reflète réellement cette soudaine remontée électorale des travaillistes. Pour de nombreux commentateurs, Corbyn aurait réussi à mobiliser un électorat jeune, qui n'était même pas inscrit sur les listes électorales jusqu'ici. Peut-être. Néanmoins, l'évolution du nombre des inscrits depuis 2015 ne marque pas une augmentation assez importante pour expliquer la remontée travailliste.

Selon les partisans de Corbyn et une partie de l'extrême gauche, ce serait son programme radical qui aurait mobilisé l'électorat. C'est peut-être en partie vrai pour la jeunesse étudiante qui a pu s'enthousiasmer pour l'engagement de Corbyn de supprimer les frais de scolarité universitaires qui pèsent lourdement sur ses épaules. Mais le reste n'avait à vrai dire pas grand-chose de radical ni d'enthousiasmant.

Son chapitre sur la renationalisation du secteur de l'énergie, par exemple, se gardait bien de fixer des échéances mais insistait sur le fait que les actionnaires seraient indemnisés, tandis que la renationalisation des compagnies privées de chemin de fer était repoussée à l'échéance de leurs contrats avec l'État, dont certains n'expirent que dans quinze ans!

De même, le chapitre sur la taxation des bénéficiaires des grandes entreprises précisait qu'il était seulement question de les faire payer «*un petit peu plus, tout en maintenant un*

taux d'imposition qui soit parmi les plus bas des grands pays industrialisés».

Le programme se gardait bien de proposer d'annuler les brutales coupes faites par les conservateurs dans les budgets sociaux depuis 2010. Il n'y était même pas question d'annuler les diminutions des allocations sociales, qui ont tant contribué à l'appauvrissement des travailleurs et retraités les plus modestes.

En revanche, il était beaucoup plus explicite sur le Brexit. S'engageant à défendre l'intérêt national, Corbyn y présentait le Brexit comme l'expression de la volonté du peuple, tout comme le fait May. Il reprenait à son compte à la fois la sortie de la zone de libre-échange, la fin de la libre circulation des personnes entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne, et l'instauration d'un contrôle de l'immigration basé sur des «*règles justes*», mais bien sûr en fonction des besoins de l'économie britannique.

Il n'y avait donc rien de bien mobilisateur dans ce programme, en tout cas pas pour les travailleurs. Et d'ailleurs, il est probable que la majorité de ceux qui ont voté travailliste n'auront même pas lu ce texte dense, et généralement trop vague pour qu'on en retienne plus que les intertitres.

En fait de votes de soutien aux travaillistes, il semble plutôt que les voix qu'ils ont gagnées aient été des votes contre May et sa politique. Certains ont voté travailliste pour voter contre le Brexit dur que semble prôner May, ou encore contre ses attaques contre les budgets sociaux.

La position tactique consistant à voter pour le candidat qui a le plus de chances de battre celui que l'on ne veut pas voir élu est une vieille tradition liée au scrutin uninominal à un tour. Elle semble avoir

été largement utilisée le 8 juin, et avoir principalement bénéficié aux travaillistes face à des candidats conservateurs partisans notoires d'un Brexit dur ou de la politique d'austérité. Ce vote tactique a été visible là où le Brexit avait été minoritaire, en particulier dans le Grand Londres. À tel point que la circonscription la plus riche du pays, Kensington, a élu pour la première fois de son histoire une candidate travailliste contre la députée conservatrice pro-Brexit sortante.

Au bilan, Corbyn a démontré qu'il savait louvoyer, capter les voix des hésitants et des mécontents, sans pour autant s'engager sur grand-chose. Bref, il a fait la preuve qu'il était un politicien comme la bourgeoisie les apprécie, capable de ravalier la façade discréditée de son parti pour qu'il puisse de nouveau, le moment venu, prendre la relève d'un Parti conservateur usé, et entretenir les illusions de l'électorat dans le système bien huilé du bipartisme.

LE DÉBUT DES NÉGOCIATIONS ET... DES PROBLÈMES

Les négociations du Brexit ont donc commencé le 19 juin à Bruxelles par... un revirement de Theresa May. Depuis des mois, May exigeait bruyamment que les négociations concernant les futures relations économiques entre l'UE et la Grande-Bretagne se déroulent en parallèle avec celles concernant le divorce.

Finalement, May, qui n'avait guère les moyens d'imposer sa volonté aux 27 pays de l'UE, a fini par capituler. Les discussions à venir concerneront donc uniquement le divorce, c'est-à-dire les indemnités que Londres devra payer à l'UE, le statut des ressortissants de l'UE vivant en Grande-Bre-

tagne et celui des ressortissants britanniques vivant sur le continent, le statut futur de la frontière intra-irlandaise et celui de Gibraltar.

La question de la facture du divorce a déjà provoqué bien des vociférations dans le camp du Brexit dur. Mais le quotidien d'affaires *Financial Times* relativise ainsi le problème : « *Disons que la note à payer sera d'environ 60 milliards d'euros... En fait, cela ne représente que 2,5% du PIB britannique. Si la Grande-Bretagne empruntait cette somme aujourd'hui, la dette publique augmenterait de 86,6% du PIB à 89,1%. Par comparaison avec le coût de la crise financière, qui a vu la dette publique monter de 35,5% du PIB en 2007 à 86,6% aujourd'hui, ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan.* » Et le journal conclut : « *En fait le vrai problème pour les finances publiques sera l'impact du Brexit sur l'économie et sur les recettes fiscales... Dans l'hypothèse d'un choc limité, on a calculé que le coût additionnel du Brexit pour les finances publiques sera de l'ordre de 24 à 48 milliards d'euros par an. Mais une secousse plus brutale se traduira par un coût bien supérieur. Autant dire que, dans ce cas, les 60 milliards d'euros de la facture du divorce seront le cadet de nos soucis.* »

Voilà qui résume bien la position des milieux d'affaires dont le *Financial Times* se fait le porte-parole. Depuis le 8 juin, la presse financière mène campagne pour que May s'attelle à la tâche en oubliant ses préoccupations politiques pour ne s'occuper que des intérêts du capital britannique. Un message analogue a été publié par la SMMT, l'association des constructeurs automobiles, qui est dominée par des multinationales comme Ford, BMW, Nissan-Renault, Honda, Tata Motors, PSA, etc.

La grande finance londonienne se montre tout aus-

si anxieuse de voir réglés ce qu'elle considère comme les problèmes de détails du divorce. Pour elle, le véritable enjeu est que la City de Londres conserve l'une de ses activités historiques, employant environ 100 000 salariés : celle des chambres de compensation qui, chaque jour, assurent le règlement de transactions financières libellées en euros pour une valeur de mille milliards d'euros. Environ les trois quarts de toutes les transactions en euros passent par Londres, générant des profits colossaux. Et les bénéficiaires de cette activité s'inquiètent beaucoup des convoitises que pourraient avoir leurs homologues européens, que Hollande avait exprimées après le référendum sur le Brexit en réclamant que les activités de compensation en euros soient rapatriées dans l'UE.

La position du capital britannique est donc claire. Mais May est prise entre deux feux. Un groupe d'une cinquantaine de députés de la droite dure de son parti lui a lancé un ultimatum, exigeant qu'elle prouve dans les dix jours sa détermination d'imposer un Brexit dur, faute de quoi ils imposeraient sa démission et l'élection d'un nouveau leader pour la remplacer. Rodomontades ? Peut-être, mais peut-être pas. Juridiquement, rien ne peut les en empêcher. Et qui sait jusqu'où peut aller l'irresponsabilité de politiciens qui, depuis deux décennies, ont fait de ce Brexit dur leur cheval de bataille ? Et l'affaiblissement de May au pouvoir ne lui laisse pas grande marge de manœuvre.

Et encore tout cela n'est-il qu'un début. Car la question de la libre circulation des personnes risque fort de causer bien plus de remous encore dans les rangs conservateurs.

LA CLASSE OUVRIÈRE FACE AU BREXIT

La classe ouvrière britannique assiste à cette pantomime politique en ressentant une certaine désorientation. Les travailleurs qui avaient cru que le référendum sur le Brexit secouerait le cocotier de la classe politique et amènerait, d'une façon ou d'une autre, un changement, s'inquiètent de ce qui va suivre, tout comme la majorité qui ne se sentait pas vraiment concernée jusqu'à présent.

En même temps, les travailleurs ont maintenant pris la mesure de ce que représentent réellement May et sa rhétorique belliqueuse. Ils voient en elle la continuatrice des années antérieures d'austérité. Ils voient également en elle une politicienne comme les autres, que l'élection du 8 juin a fait descendre de son piédestal.

Tous, en tout cas, commencent à mesurer le coût du Brexit, au travers de l'inflation qui dépasse désormais les 3%. Les soubresauts de la livre sterling, qui suivent les moindres déclarations de May ou des sommets de la Banque d'Angleterre, se traduisent instantanément par une hausse des factures d'essence, d'électricité et de gaz mais, bizarrement, jamais par des baisses. Pendant ce temps, les salaires stagnent, baissent ou disparaissent.

Car la précarisation du travail continue à monter en force. Ce qu'on appelle la « gig economy », faite de petits boulots où on emploie les gens avec un statut d'auto-entrepreneur, et donc sans aucune couverture sociale, en les payant à la pièce, continue à progresser. Les promesses de May, cherchant à se faire passer pour la championne des JAMs (*Just about managing*, ceux qui se débrouillent tout juste) en promettant de moraliser les conditions de ces emplois précaires,

ne se sont jamais matérialisées. Pas plus que les réglementations promises des contrats zéro-heure qui sont désormais officiellement plus d'un million.

Avec la précarisation, la pauvreté monte elle aussi. Les dettes des ménages ont désormais dépassé leur niveau d'avant la crise financière. Les chiffres des soupes populaires explosent : elles sont désormais plus de 2 000 qui couvrent les quartiers les plus pauvres

du pays. Le nombre de rations journalières distribuées au cours de l'année écoulée a dépassé les six millions. Une grosse partie des utilisateurs sont des travailleurs pauvres que le nouveau système de protection sociale, en passe d'être généralisé par May sur l'ensemble du territoire, laisse sans aucune ressource.

Tout cela n'a rien à voir avec le Brexit, en apparence. Mais cela forme la toile de fond, faite

de pauvreté et de dégradation sociale, sur laquelle se greffera la nouvelle offensive de la bourgeoisie et de ses politiciens pour faire payer aux classes populaires le prix du Brexit, tout comme ils l'avaient déjà fait après le début de la crise financière. C'est à cette offensive-là que la classe ouvrière doit d'ores et déjà se préparer, pour la mettre en échec.

20 juin 2017



Travailleurs autoentrepreneurs de Deliveroo en grève : « Un vrai salaire qui permette de vivre, tout de suite ! »



États-Unis : vers la destitution de Trump ?

Jeudi 8 juin, James Comey, l'ancien chef du FBI limogé par Trump le 9 mai dernier, était interrogé par le Congrès. Trump et Comey s'accusent réciproquement de mensonge, dans des conversations portant en particulier sur les échanges qu'auraient eus l'équipe de Trump et le gouvernement russe. L'ex-patron du FBI accuse également Trump de lui avoir demandé d'abandonner l'enquête menée sur Michael Flynn, ex-conseiller de Trump, obligé de démissionner en raison de sa collusion avec l'ambassadeur russe. Les soupçons portent également sur les conflits d'intérêts de Trump, qui a tendance à mélanger les intérêts de son empire immobilier, en Russie notamment, avec ceux de l'État américain.

Depuis quelques semaines, la presse américaine évoque de plus en plus l'éventualité d'une destitution du président Trump, investi depuis cinq mois. Le 16 juin, Trump a lui-même reconnu faire l'objet de l'enquête. Cette procédure peut-elle aller à son terme, c'est-à-dire jusqu'à sa destitution (impeachment) ? C'est une procédure longue. Par le passé, plusieurs procédures similaires ont été engagées ; aucune n'a abouti. Cependant Nixon, visé par cette procédure, dut démissionner en 1974, faute d'appuis suffisants au Congrès.

Lors de la fête de Lutte ouvrière, le 4 juin, les militants du groupe trotskyste américain The Spark ont évoqué cette hypothèse, du point de vue des travailleurs : ont-ils quelque chose à en attendre ? Nous traduisons ci-dessous des extraits de leur intervention sur le sujet.

La victoire de Trump à l'élection présidentielle de 2016 avait été un choc. En outre, les républicains ont gardé leur majorité au Congrès, à la Chambre des représentants et au Sénat. De nombreux travailleurs, en particulier les Noirs et une partie des immigrés, redoutaient une série d'attaques et la mise en œuvre d'une politique d'extrême droite. La petite bourgeoisie de gauche craignait aussi le pire. En même temps, de nombreux travailleurs ayant voté pour Trump, principalement des travailleurs blancs, espéraient qu'il crée de nombreux emplois. Et lors de son investiture Trump a cherché à s'adresser à sa base, en adoptant des « ordres exécutifs » pour laisser penser qu'il réa-

lisait beaucoup, en prétendant qu'ils étaient un acompte sur des changements d'ampleur.

Aujourd'hui, cinq mois plus tard, aucune loi importante n'a été adoptée. Les ordres exécutifs de Trump ne signifient pas grand-chose, car il n'a rien fait pour les mettre en application. Et, malgré le fait que le Parti républicain a la majorité, il semble incapable de fonctionner, et encore moins de contrôler son propre président. Il est désormais possible que Trump soit destitué.

Du fait de Trump lui-même. Il prétendait qu'il pourrait tout changer dans la politique américaine, du système de santé à l'immigration, simplement parce qu'il était président. Il

pensait qu'il pourrait changer la politique américaine envers la Russie, pour son propre bénéfice. Il a ainsi marché sur les pieds de différents secteurs de la bourgeoisie, et il s'est fait de nombreux ennemis dans de grandes parties de l'appareil d'État, dont le Pentagone, la CIA, le FBI, etc. Résultat : même la Cour suprême, dominée par les républicains, a statué contre lui.

Et Trump n'a cessé d'attiser les braises, en parlant et en twittant sans arrêt, en insultant différentes institutions et des hauts responsables, tout en avouant ouvertement plusieurs actions qui pourraient être poursuivies comme des crimes, y compris la corruption



Donald Trump et l'ex-directeur du FBI James Comey.

et l'obstruction à la justice. Depuis les premières semaines de sa présidence, les médias ont diffusé des informations qui ne pouvaient provenir que de la Maison-Blanche, c'est-à-dire des associés les plus proches de Trump, qui cherchaient manifestement à protéger leurs propres carrières et à éviter des poursuites. Et il n'est pas parvenu à trouver suffisamment de personnes pour pourvoir tous les postes de son administration.

Enfin, il a limogé le directeur du FBI et, peu de temps après, il s'est avéré qu'il s'était vanté auprès du ministre des Affaires étrangères et de l'ambassadeur russes que ce limogeage lui avait permis d'arrêter l'enquête sur les liens de son administration avec les Russes. C'est alors que le ministère de la Justice de Trump a nommé un procureur spécial, Robert Mueller, ancien directeur du FBI sous des gouvernements républicains et démocrates.

Tout ce que Trump avait à faire, quand il est devenu président, était de se taire et de signer les lois que lui présentait le Congrès contrôlé par les républicains, y compris des changements à l'Obamacare, pour le rendre plus rentable, et des baisses d'impôts pour

les entreprises. Au lieu de cela, ses bouffonneries ont paralysé le gouvernement. Et Trump, du géant mythique et redouté qu'il était, est devenu la cible constante des plaisanteries, et un filon pour les grandes entreprises possédant des chaînes de télé avec des émissions humoristiques populaires. Bien sûr, Trump garde une base dans le Parti républicain, qui est composé de certaines des fractions les plus réactionnaires de la population. Et une partie des Blancs de la classe ouvrière qui l'ont soutenu pensent toujours qu'il est attaqué parce qu'il veut bousculer l'establishment.

Le gouvernement des États-Unis est organisé de façon à assurer sa stabilité, sans changement en cours du mandat. Lors des élections qui ont lieu tous les deux ans, seule une partie du Congrès est renouvelée. Les mandats sont décalés. Le système est stable. Changer de président n'est donc pas une idée que la bourgeoisie et ses représentants politiques adoptent à la légère. Mais, avec la nomination d'un procureur spécial, ils ont fait un premier pas dans ce sens. Au minimum, c'est un moyen de suspendre une épée de Damoclès sur la tête de Trump. Mais cela signifie aussi qu'il pourrait non

seulement être révoqué, mais aussi poursuivi en justice pour crime.

Où cela mène, nous ne pouvons le dire. Parce que personne ne sait ce que Trump va faire. Mais le fait que l'administration ait pris cette initiative signifie qu'une partie importante de la bourgeoisie y est prête. Cela dit, si Trump est destitué, cela ne signifiera nullement une amélioration pour les travailleurs. Le vice-président, Mike Pence, qui succéderait à Trump dans ce cas, est un fondamentaliste, un créationniste qui nie l'évolution des espèces. Peut-être n'est-il pas aussi stupide et mégalomane que Trump, mais il est au moins aussi réactionnaire. Il fait appel aux pires préjugés afin de justifier des attaques, à commencer par le droit à l'avortement qu'il veut remettre en cause.

Mais le problème, pour les travailleurs, n'est pas de savoir si Trump va être destitué. Trump, aussi arrogant et vaniteux soit-il, n'est pas seul. Le problème est de se débarrasser de Trump et de toute sa classe, la classe capitaliste qui dirige le pays, de balayer les scories qu'ils sont. Aucune enquête du Congrès ne fera cela, aucun procureur spécial.



Porto Rico en faillite

Lors du référendum du dimanche 11 juin dernier, la population de Porto Rico était invitée à voter pour que l'île de Porto Rico, dans les Caraïbes, devienne le 51^e État américain, qu'elle devienne indépendante, ou qu'elle demeure État libre associé. 97% des votants, soit un demi-million de personnes, ont choisi le statut d'État américain, 7 600 se sont prononcées pour l'indépendance et 6 700 pour maintenir le statut actuel. Ce scrutin fut marqué par une très forte abstention (77%). Le fait que plusieurs partis d'opposition ont appelé à boycotter le référendum n'explique pas tout. Une grande partie de la population, désorientée par la crise sévère que vit Porto Rico, n'a pas vu dans un tel référendum un moyen de se sortir de la crise. Ce scrutin, le cinquième du genre, intervient en effet dans un contexte où la population est confrontée à la plus grande crise économique et sociale de l'histoire de ce pays.

LA POPULATION ÉTRANGLÉE PAR LES RAPACES DE LA FINANCE

Les travailleurs et les étudiants portoricains ont manifesté ces derniers mois surtout contre la politique d'austérité, dont ils sont les principales victimes. Pour les étudiants, cette politique se traduit par des réductions importantes des budgets de l'université. Le 6 avril, ils ont cessé les cours et depuis s'affrontent parfois à la police dans des manifestations.

Le 1^{er} mai, la manifestation a été appelée par les syndicats de travailleurs et les partis d'opposition. Très vite, les forces de l'ordre ont attaqué les manifestants, en particulier au voisinage de l'hôpital en grève. Des drapeaux américains ont été brûlés et le nouveau gouverneur de l'île, Ricardo Rossello, a été conspué, accusé d'être « *en train de vendre Porto Rico* ». Ce gouverneur, associé à une com-

mission non élue envoyée par l'État américain, impose en effet des mesures d'austérité afin de rembourser une dette de plus de 73 milliards de dollars à de gros financiers américains. Mais tous savent que la classe ouvrière n'a pas dépensé cet argent, qu'elle n'est donc pas responsable de cette dette et n'a aucune raison de la payer

Ce 1^{er} mai dernier, plusieurs milliers de Portoricains sont descendus dans la rue à San Juan, la capitale, avec pancartes et slogans de protestation. Ils ont fait d'importants blocages et fermé des entreprises. Les étudiants de dix campus universitaires sur onze étaient déjà en lutte depuis trois semaines. Les manifestants ont dû affronter la police. Les syndicats de l'île avaient appelé à la grève générale pour ce 1^{er} mai. La colère d'une partie des manifestants s'est exprimée fortement. Car la politique d'austérité dont ils sont victimes depuis plusieurs années étrangle les travailleurs

et la population pauvre.

Une des cibles de la colère a été, ce jour-là, la Banque populaire de Porto Rico, dont le bâtiment a été dégradé par les manifestants. C'est un fait très symbolique. Ce sont en effet les banques, les financiers, aidés par les gouvernements américain et portoricain, qui veulent faire payer cruellement une dette colossale aux travailleurs et à la population, par une série de taxes et de mesures qui entament sérieusement leur niveau de vie. Le 3 mai dernier, Ricardo Rossello a annoncé publiquement et officiellement la faillite de l'État. Il ne peut rembourser sa dette de plus 73 milliards de dollars, à laquelle s'ajoutent 47 milliards de dollars de retraites impayées

PORTO RICO, COLONIE DES USA

Porto Rico est une île des Antilles de 8 959 km², située entre

la Guadeloupe et Haïti. Elle marque le début des Grandes Antilles. Elle compte 3,5 millions d'habitants vivant sur l'île, et 5 millions de Portoricains vivent aux USA. Elle fut une colonie espagnole avant d'être occupée par les USA et cédée par l'Espagne à l'issue la guerre hispano-américaine en 1898. Depuis 1952, Porto Rico est un État libre associé aux USA. Ses habitants ont le droit de libre circulation en Amérique du Nord, mais ils n'ont pas le droit de vote aux élections américaines, sauf aux primaires.

Les scrutins sur le statut de l'île en 1967, 1993 et 1998 ont à chaque fois donné une majorité au statut d'État libre associé.

Mais en 2012, lors d'un nouveau vote local, 33% des votants se sont exprimés pour maintenir le statut d'État libre associé, 5,5% pour l'indépendance et 61% pour que l'île devienne le 51^e État américain. Mais le gouvernement américain n'a pas tenu compte pour le moment de cette majorité en faveur de l'incorporation de Porto Rico comme État dans la fédération des USA. L'un de ses arguments était hypocritement le taux d'abstention trop élevé. En sera-t-il de même cette fois? En réalité, le gouvernement américain retarde ce processus qui conduirait les USA à absorber des centaines de milliers de pauvres.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

La faillite de Porto Rico est causée par la plus importante dette d'une collectivité locale américaine ou liée aux USA. Elle dépasse celle de la ville de Detroit, qui était de 18 milliards en 2013. Jusqu'à maintenant, Porto Rico, n'étant ni une ville ni un État américain, n'avait pas le droit de se placer sous le régime des faillites. Mais une loi de sauvetage votée par le Congrès des USA, à l'époque où

Obama était au pouvoir, l'an dernier, peut permettre au gouvernement de Porto Rico de restructurer sa dette sous l'égide d'un comité de supervision.

Le gouvernement espère alléger cette dette jusqu'à un niveau qui lui permettrait de ne rembourser que... 800 millions chaque année, selon un nouveau plan de restructuration. Et cette somme importante représente pourtant une décote de 80% par rapport au remboursement précédent. Cela devrait être décidé par la justice des USA. En attendant, le moratoire sur les remboursements a été levé, les créanciers de Porto Rico réclament d'être payés et menacent d'aller devant les tribunaux. Ces créanciers sont les banques, les fonds de pensions, les spéculateurs. Depuis plusieurs années, cette dette est devenue un placement alléchant pour les spéculateurs, qui achètent et vendent de la dette portoricaine comme il y a quelques années ils achetaient et vendaient de la dette grecque.

Dans le passé, Porto Rico était appelé la Grèce des Caraïbes, pour ses nombreuses et belles plages. Aujourd'hui, c'est plus en raison de la crise de la dette qu'il conserve cette comparaison, devenue peu flatteuse.

Ce que représente cette appellation n'est pas de bon augure pour la population de Porto Rico. En Grèce, la population est encore aujourd'hui pressurée pour payer cette dette dont elle n'est pas responsable. Et à Porto Rico le comité de supervision du remboursement de la dette imposera encore plus de mesures d'austérité et de privations à la population. Déjà depuis quelques années, des dizaines d'écoles ont été fermées, des enseignants limogés, des universités sont menacées de privatisation. Il est à prévoir encore plus de hausses d'impôts, l'interdiction du droit de grève pour les fonctionnaires, la baisse du salaire minimum

pour les jeunes de moins de 25 ans. Il passerait de 7,25 à 4,25 dollars par heure. La diminution du montant des pensions est imminente. Les écoles, les hôpitaux n'ont plus d'argent, les routes ne sont pas réparées. Trente mille fonctionnaires ont déjà été licenciés. Au début de l'année, Ricardo Rossello a signé une loi augmentant les horaires de travail obligatoires, réduisant le nombre de congés maladie et de congés annuels accordés aux salariés. Vendredi 5 mai, le gouvernement de Porto Rico a annoncé la fermeture de 179 écoles publiques, dans l'espoir d'économiser plus de 7 millions de dollars. Le taux de chômage est de plus de 14%. En 2013, 45,4% de la population était déjà sous le seuil de pauvreté et ce pourcentage ne fait qu'augmenter. La vie est chère. Non seulement les produits viennent essentiellement des USA mais, depuis 1920, une loi oblige les importateurs à faire transiter les marchandises par les USA avant d'arriver à Porto Rico, ce qui augmente d'autant le coût de la vie.

Toute cette situation entraîne un départ accru des Portoricains vers les États-Unis. 500 000 personnes ont déjà quitté l'île en dix ans pour tenter de trouver du travail et une vie meilleure. Cette hémorragie se poursuit au rythme de 200 départs quotidiens. L'une des conséquences de ces départs, outre le drame humain, est la baisse des impôts qui entrent dans les caisses de l'État.

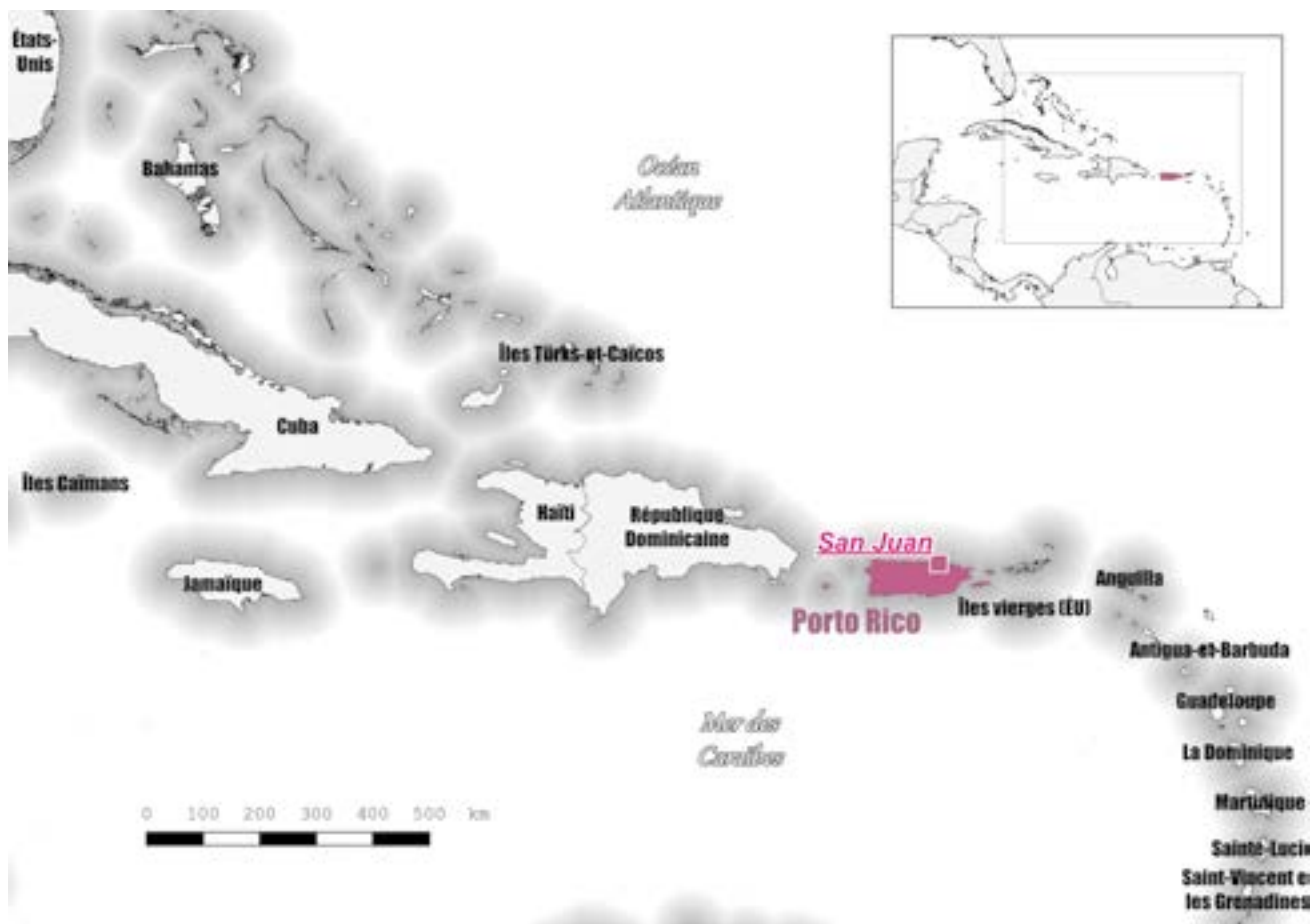
CHRONIQUE D'UNE FAILLITE ANNONCÉE

Pendant de nombreuses années, les exonérations fiscales massives accordées aux entreprises avaient attiré de grandes multinationales et dopé l'activité. Des entreprises petites et moyennes aussi, notamment pharmaceutiques, s'étaient développées dans le pays. Tout



EFE/ARCHIVO

Avril 2017 dans les rues de la capitale San Juan : des milliers d'étudiants de l'Université de Porto Rico (UPR) manifestent contre les coupes budgétaires dans l'enseignement. Sur la pancarte au fond à droite on peut lire : « Où est passé le budget 2010-2011 ??? »



produit réalisé à Porto Rico était exempté d'impôt. Les capitalistes ont engrangé d'énormes profits, qui en très grande partie repartaient aux USA. La population profitait certes de plus d'emplois alors, mais avec des salaires bien moindres que ceux des salariés américains. Les retombées des profits n'étaient pas pour les salariés.

Mais en 2006 le Congrès des USA a sonné la fin du régime des exonérations fiscales des sociétés. Cette décision a entraîné la récession et fait toujours plus gonfler la dette du territoire. Depuis, à plusieurs reprises, l'État libre associé de Porto Rico s'est trouvé en défaut de paiement et s'enfoncé toujours plus dans la crise.

Beaucoup d'entreprises ont fermé ou ont quitté l'île. La crise financière de 2008 est survenue juste après, accentuant la récession. La spéculation financière s'est poursuivie de plus belle. Les possédants de hedge funds (des fonds spéculatifs parmi les plus risqués, qui peuvent aussi rapporter très gros et très vite à leurs possesseurs) ont continué d'acheter des obligations, car celles-ci étaient triplement exemptées de taxes : au niveau fédéral, local et de l'État. Ces obligations ont été classées par les agences de notation capitalistes elles-mêmes parmi les obligations pourries.

Il n'y a pas que l'État de Porto Rico qui a emprunté, il y a aussi les collectivités et les services publics, ceux de l'eau et de l'électricité (la compagnie Prepa). Après la faillite de Detroit, les fonds spéculatifs vautours se sont rabattus sur Porto Rico, misant sur des privatisations qui sont sur le point de se produire. Les fonds spéculatifs ont déjà rapporté beaucoup d'argent à leurs détenteurs et aux banquiers américains. C'est la population qui fait les frais de la crise. Les mesures proposées par les conseillers du comité de supervision, que les

Portoricains nomment la junte, comme dans une dictature, sont toujours les mêmes : toujours plus de diminution de services publics, baisse des salaires, augmentation des taxes et impôts divers.

En réalité, les décisions du Congrès américain dans le passé d'exonérer totalement fiscalement les entreprises, et aujourd'hui de supprimer la mesure, sont faites au profit des seuls financiers et spéculateurs. Car ce sont eux qui gouvernent en réalité et prennent les décisions quand cela les arrange. Peu leur importe que des peuples crèvent à petit feu, pourvu qu'ils s'enrichissent le plus rapidement possible.

Le gouvernement américain est actuellement entièrement dirigé par des milliardaires, eux-mêmes spéculateurs vautours, autour de Trump qui est le milliardaire en chef. C'est un gouvernement de milliardaires, de banquiers de Goldman Sachs, de profiteurs de crise, de vautours pour se servir eux-mêmes. Qu'ils soient démocrates ou républicains, les gouvernements US sont là pour servir les riches de la classe capitaliste.

QUELLE VOIE POUR LES TRAVAILLEURS ET LA POPULATION ?

Les manifestations de colère qui se multiplient à Porto Rico et le mécontentement croissant de la population montrent qu'elle n'accepte pas cette situation sans réagir. Pour l'instant les indépendantistes, traditionnellement très minoritaires, mais toujours présents depuis longtemps, tentent de surfer sur ce mécontentement. Ils déclarent que l'indépendance préserverait l'île de la crise. L'exemple de la Grèce montre qu'il n'en est rien. Tsipras, le Premier ministre grec, a dû faire accepter à son peuple des mesures dra-

coniennes imposées par l'Union européenne pour rembourser sa dette. Ces mesures profitent surtout aux financiers et aux banques. Tsipras a été transformé par l'impérialisme en instrument pour étrangler son propre peuple.

La voie choisie lors du référendum du 11 juin, devenir le 51^e État américain, préserverait-elle plus la population des conséquences de la crise ? Non. La population citoyenne des USA et en particulier les travailleurs et les couches populaires paient un lourd tribut à la crise générale du capitalisme. Bon nombre de Portoricains rejoindraient tout simplement la cohorte des pauvres, nullement préservés de la misère par une carte d'identité bien américaine. La bourgeoisie, les classes aisées, elles, s'en sortiront toujours, qu'elles soient portoricaines ou deviennent américaines. Mais pour les exploités, pour les pauvres, il n'y a pas de solution dans le cadre de l'impérialisme. Il n'y en aura jamais. En composant avec l'impérialisme, on ne peut être que perdant. Du reste, c'est ce que les classes possédantes de la colonie de Porto Rico ont toujours fait avec la puissance colonisatrice, les USA. On voit aujourd'hui où cela a conduit le pays, aggravant la situation des classes populaires.

En ne se situant que dans le cadre de l'impérialisme, les partis et leurs différentes politiques offrent une voie bouchée aux masses de Porto Rico. Il en est de même en Grèce.

En sortir, et ouvrir une voie différente, dépendra avant tout de la volonté des travailleurs et des masses pauvres de choisir leur propre politique, indépendante de celles de l'impérialisme et des classes possédantes, ainsi que de leur force pour imposer des solutions respectant avant tout leurs propres intérêts de classe.

20 juin 2017

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

- Plus de 50 ans après les indépendances, l'Afrique sous le joug de l'impérialisme français (n° 149, 27 janvier 2017)



- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,73 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe* ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale !

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



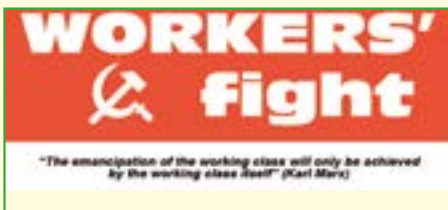
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



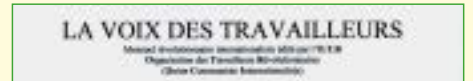
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugeé
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>